

Orientations budgétaires 2026

**Budget principal
Budgets annexes**

DOB 2026 – Contenu et objectif

(CGCT – Loi Programmation des FiPU)

- **DOB doit faire l'objet d'un rapport d'orientation budgétaire** (Art. L 2312-1 du CGCT) , avec :
 - Les orientations budgétaires envisagées par la collectivité portant sur les **évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes**, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les **hypothèses** d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de **concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions**
 - La présentation des **engagements pluriannuels**, notamment les **orientations** envisagées en matière de **programmation d'investissement** comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
 - Des informations relatives à la **structure et la gestion de l'encours** de dette contractées et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget
 - l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques : les informations relatives, à la structure des **effectifs**, aux dépenses de personnel et la durée effective du travail
- >>ce rapport est obligatoire, transmis aux communes et mis à disposition

- **Débat d'orientation budgétaire :**

- >> dans les 10 semaines précédant le vote du budget
- **Discussion sur la stratégie financière et budgétaire dans le cadre de la préparation du BP 2026**

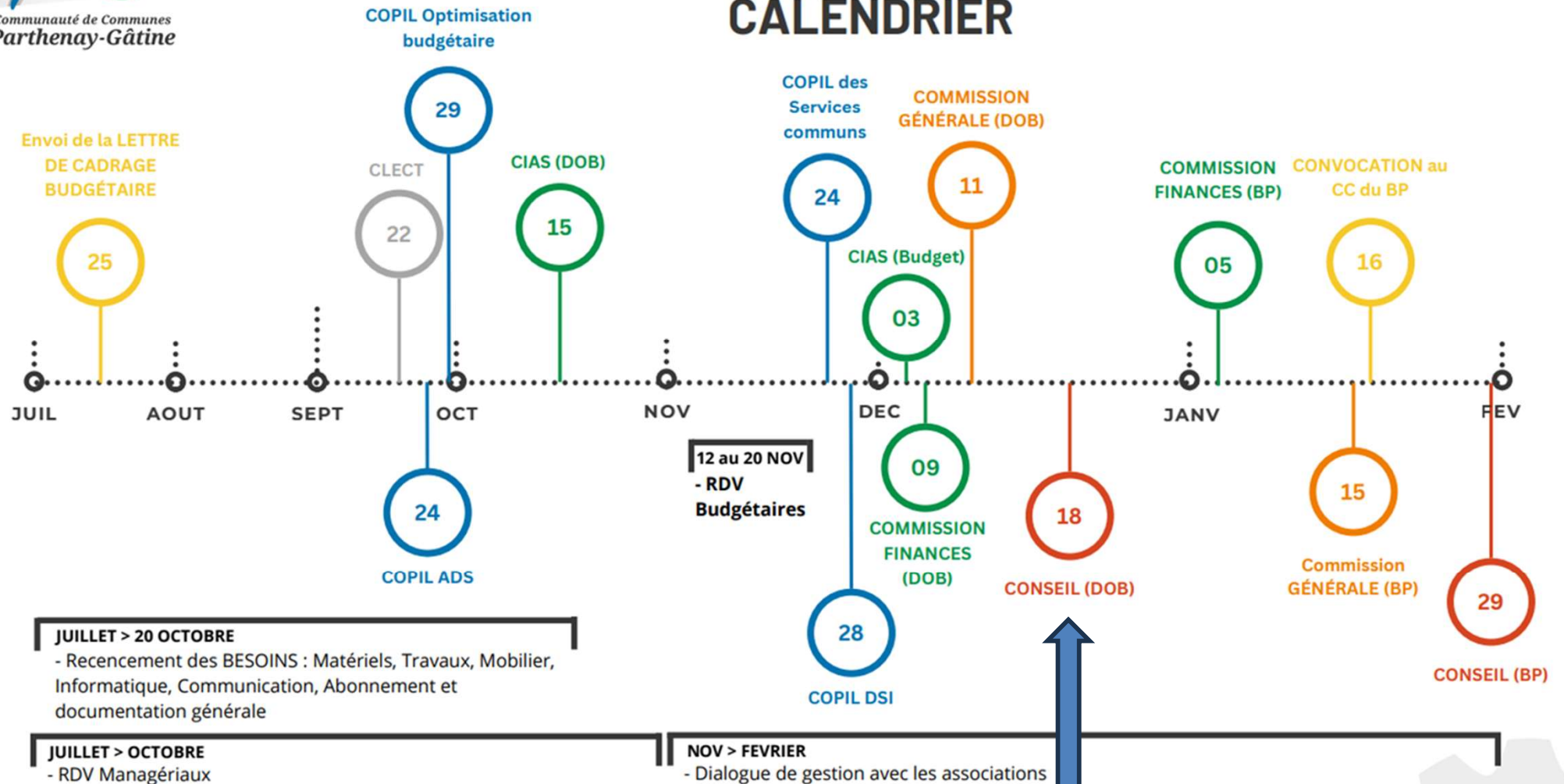
Sur les objectifs concernant :

- **L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement**, exprimés en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;
- L'évolution du **besoin de financement** annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Calendrier de la procédure budgétaire



ÉLABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2026 CALENDRIER



Préambule

- Des OB 2026 qui s'inscrivent dans la continuité de la démarche engagée depuis 2024 : maintenir une trajectoire budgétaire soutenable
 - Avec pour objectifs :
 - de préserver la capacité d'autofinancement
 - De limiter l'endettement
 - Et process d'optimisation constante – maintien de la trajectoire
- Mais dans un contexte encore incertain et des contraintes croissantes sur le budget des collectivités locales
- Impacts sur le budget 2026 à anticiper mais un ajustement à prévoir courant 2026 en fonction des arbitrages définitifs du PFL 2026 et du résultat définitif 2025

Rapport d'orientation budgétaire 2026 - Sommaire

Le contexte national : un contexte contraint et encore incertain

Le cadrage budgétaire et financier de la CCPG : maintenir la trajectoire

La situation à fin 2025 : une situation stabilisée

Les orientations 2026

1) Le contexte national : un contexte contraint et encore incertain

Le Contexte macroéconomique national

- **Croissance mondiale qui résiste** : 3,2% (2025), prév. 3,1% (2026), mais signaux négatifs sur la croissance et politique économique américaine
- **Croissance modérée en zone €** : 1,3% en 2025 puis 1,2% en 2026 après 0,8% en 2024
- **Prévision de croissance française** d'environ : 0,7% en moyenne en 2025, hypothèse de croissance retenue par le gouvernement : 1,4% en 2026 (supérieure aux prévisions)

Évolution en %	2024	2025	2026	2027
Croissance du PIB réel	1,1	0,7	0,9	1,1
Taux de variation des prix à la consommation (IPCH)	2,3	1,0	1,3	1,8
Taux de chômage (BIT, France entière, fin d'année)	7,4	7,5	7,6	7,4

Source : [Banque de France](#), 15 septembre 2025.

- Taux de chômage reste bas (7,5%)
- Taux d'épargne toujours très élevé
- inflation faible inférieure à 2% : entre 0,9% et 1,6% en 2025; prévision : 1,7% en 2026

Taux d'inflation :

2020 : 0,5 %

2021 : 1,6 %

2022 : 5,2 %

2023 : 4,9 %

2024 : 2 %

Taux d'intérêt restent élevés malgré une baisse des taux long
Déficit public et dette publique à des niveaux importants

Source : Note de conjoncture – septembre 2025 – La Banque Postale

Le contexte des finances locales

- **Augmentation des recettes de fonctionnement = + 2,2 %** (2024/2025) CCPG : + 5,7 %

Ralentissement des recettes de fonctionnement pour la 4^{ème} année consécutive malgré la croissance des produits de service et des recettes fiscales (revalorisation des bases)

- **Augmentation des dépenses de fonctionnement = + 2,5 %** (2024/2025) **(1% en valeur)** CCPG : + 5,5 %

Croissance limitée des charges à caractère général: + 1,6% après une augmentation de 5,7% en 2024

Les dépenses de personnel progressent de 3,3%

Intérêt de la dette + 1,5% (après 2023 +29,6% et 2024 + 12,8%)

- **Investissements hétérogènes : + 1,2 %** (2024/2025)

Financés par l'épargne nette 35%, emprunts 34% et par les subventions

- **Contraction de l'épargne brute** en raison des ralentissements des recettes de fonctionnement

- **Progression de l'encours de la dette des collectivités locales, mais son poids par rapport au PIB reste limité à 7,4 %**

- A noter : meilleurs ratios d'endettement des communautés de communes que d'autres types de groupements, avec un délai de désendettement de 2,5 ans

Le PLF 2026 : un objectif de redressement des comptes publics

Un texte encore en discussion :



Objectif de réduction du déficit sous les 3 % du PIB d'ici 2027

2024 : 5,8% du PIB

2025 : 5,4% du PIB

2026 : 4,7%

- >>> **Contribution des collectivités territoriales : environ 5 Mds/ 50Mds** (hors augmentation du taux de cotisations CNRACL)

Contexte de préparation du PLF 2026 : effort important des collectivités locales pour le redressement des comptes publics

- **Cadre Général**

- Le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 a été présenté le 14 octobre 2025. Il a pour objectif principal de réduire le déficit public à **4,7 % du PIB**, soit une amélioration de **0,6 point** par rapport à 2025. Ce plan vise à concilier plusieurs priorités :
- **Financer des priorités stratégiques** : Le gouvernement souhaite investir dans des secteurs clés pour soutenir la croissance économique et le bien-être social.
- **Préserver le modèle social** : Les mesures proposées visent à maintenir les protections sociales tout en ajustant les dépenses publiques.
- **Restaurer des marges de manœuvre budgétaires** : Cela permettra de faire face à d'éventuelles crises futures, en assurant une certaine flexibilité financière.

Le PLF 2026 – Mesures concernant les dotations

Diminution des compensations de l'Etat liées à l'exonération fiscale des locaux industriels

PSR : Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives des établissements industriels (TFPB et CFE)

Dispositif DILICO 2 élargi
(2Mds en 2026 - X2)

Renforcement de la péréquation

Création d'un fonds d'investissement pour les territoires (FIT)

Diminution annoncée du fonds vert

Modification des modalités d'attribution de fonds de compensation de la TVA (FCTVA):
Diminution du périmètre et N+1

Réforme de la dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des événements climatiques et géologiques (DSEC)

Contexte général – Mesures concernant les dotations

- **Transferts financiers de l'État aux collectivités** Ces transferts financiers incluent la totalité des concours financiers de l'État majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars et du fonds d'accélération de transition écologique, ainsi que la fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle.
- **Évaluation des PSR de l'État au profit des collectivités territoriales en 2026** Comme les années précédentes, les prélèvements opérés sur les recettes (PSR) de l'État en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'État (environ 92 %) et également de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (environ 46 %). En 2026, ces PSR s'élèvent à 49,5 milliards €, en hausse par rapport à la LFI 2025. Cette évolution s'explique exclusivement par la réintégration de la fraction de TVA des régions dans la DGF.
- **Fixation pour 2026 du montant de la DGF et des variables d'ajustement** Cet article prévoit de reconduire le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) de l'année 2025. Elle est alors fixée à 32,5 milliards € pour 2026. L'évolution de ce montant provient essentiellement : de la réintégration de la fraction de TVA, affectée aux régions depuis 2018, au sein de la DGF de la diminution de la DGF des départements à la suite de la recentralisation des compétences sanitaires dans les départements de Haute-Savoie et d'Ille-et-Vilaine
- **Répartition de la DGF** Dans cet article, le Gouvernement renouvelle sa volonté de favoriser les dispositifs de péréquation au sein de la DGF, afin de rendre sa répartition toujours plus équitable. Ainsi, les majorations 2025 sont reconduites pour 2026 avec une augmentation de 290 millions € des dotations de péréquation des communes : 150 millions € de dotation de solidarité rurale (DSR) et 140 millions € de dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU). Afin que le nombre de bénéficiaires soit le plus large possible, cet article renouvelle également la répartition de cette hausse de la DSR au minimum à 60 % sur sa deuxième fraction dite « péréquation », bénéficiant ainsi à la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 habitants. La DGF étant stable, le financement de cette hausse de péréquation se fait par un prélèvement de la part « forfaitaire », c'est pourquoi un certain nombre de communes verront leur montant de DGF réduit en 2026.

Contexte général – Mesures concernant les dotations

- **Création d'un fonds d'investissement pour les territoires (FIT)** Cet article propose de regrouper dans un fonds unique trois anciennes dotations d'investissement :
 - - la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)
 - - la dotation politique de la ville (DPV)
 - - la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)
- La création de ce fonds, dont l'attribution est confiée au préfet de département, devrait permettre de simplifier les dispositifs de soutien à l'investissement des collectivités.
- - **Nette diminution du fonds vert depuis sa création en 2023** Le PLF prévoit que le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, appelé aussi fonds vert, soit de 650 millions € en 2026.
- Pour rappel, il était de 2 milliards € en 2023 (année de création du fonds), de 2,5 milliards € en 2024 et de 1,15 milliard € en 2025.
- - **Modalités d'attribution du fonds de compensation de la TVA (FCTVA)** Le PLF propose plusieurs adaptations du FCTVA :
 - Exclure les dépenses de fonctionnement de l'assiette éligible, intégrées depuis 2016, afin de recentrer le FCTVA sur son objectif premier : soutenir l'investissement public local.
 - A compter de 2026, cette disposition ne permettra plus aux collectivités de prétendre à une compensation d'une partie de la TVA sur les dépenses de fonctionnement éligibles jusqu'ici (l'entretien des bâtiments publics et de la voirie, l'entretien des réseaux et enfin les fournitures de prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage).
 - Décaler d'1 an la perception du FCTVA pour les EPCI à fiscalité propre et les établissements publics territoriaux : le versement du FCTVA n'aura plus lieu l'année même de la dépense mais l'année suivante.
- - **Réforme de la dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des événements climatiques ou géologiques (DSEC)**

Contexte général – Mesures concernant la fiscalité

Maîtrise de la dynamique de la TVA affectés aux collectivités

Report de la mise en œuvre de la révision des valeurs locative des locaux professionnels et de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation

Ajustement de divers dispositifs de compensation d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales

Majoration du tarif de l'IFER pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021

Incertitudes sur la fiscalité sur les déchets

Impact du PSR

INTERCOMMUNALITÉS DE FRANCE

Département	Nom de l'intercommunalité	Coût estimé des mesures	Dilico 2026	Retour du Dilico 2025	Baisse de la DC RTP	Baisse du PSR sur les locaux industriels
79 - Deux-Sèvres	CC de Parthenay-Gâtine	193 700 €	0 €	0 €	0 €	193 700 €

Coût estimé des mesures du Budget 2026 présenté par le Gouvernement Lecornu II sur les intercommunalités

PSR : Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives des établissements industriels (TFPB et CFE)

Contexte général – Mesures concernant la fiscalité

- **- Maitrise de la dynamique de la TVA affectée aux collectivités locales** Au fil des années, les collectivités locales ont perçu des fractions de TVA nationale en lieu et place de la perception d'impôts locaux (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, taxe d'habitation sur les résidences principales) ou de dotation (DGF des régions).
- La compensation prend la forme d'une fraction de TVA nationale figée qui donne lieu à un montant reversé chaque année en fonction du montant de TVA nationale.
- La LFI 2025 a exceptionnellement figé le montant 2025 sur le montant perçu en 2024, la dynamique de TVA est ainsi conservée sur le budget de l'État pour associer les collectivités locales à l'effort de redressement des comptes publics.
- Cet article propose qu'à compter de 2026 la fraction de TVA versée à chaque collectivité locale au titre de l'année comprenne bien la dynamique de la TVA mais que cette dernière, si elle est positive, soit minorée du taux d'inflation de l'année précédente. Il est précisé que pour autant la dynamique ainsi calculée ne peut pas être négative.
- **→ La dynamique de TVA reviendra à l'Etat. Il est préférable de prévoir un montant identique à celui perçu en 2025 pour 2026. A minima, le montant sera identique à 2026 et ne devrait pas augmenter pour 2026. Cela concerne les compensations de TH et la CVAE.**
- **- Ajustement de la mise en œuvre de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation** Valeurs locatives des locaux professionnels
- La valeur locative des locaux professionnels, utilisée dans l'assiette de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de la cotisation foncière des entreprises (CFE), repose depuis 2017 sur un tarif par m² en fonction de la catégorie du local. Le prix par m² est calculé en fonction des loyers constatés par zone géographique et est mis à jour périodiquement.
- Lors de la mise en œuvre de ces nouvelles modalités de calcul, trois mécanismes sont mis en place jusqu'en 2025 pour limiter les variations trop fortes (un coefficient de neutralisation, un lissage ainsi qu'un «planchonnement»*).
- La nouvelle actualisation sexennale pour 2027 ne peut pas être mise en œuvre en l'état, et ce d'autant plus avec l'arrêt des trois mécanismes de correction cités ci-dessus.
- Afin d'éviter des variations trop fortes, cet article propose :
 - - une actualisation des règles du coefficient de neutralisation
 - - un nouveau lissage des valeurs locatives sur 6 ans
 - - le prolongement du «planchonnement» pour 1 an
- Valeurs locatives des locaux d'habitation
- La révision des valeurs locatives des locaux d'habitation commence par un recensement des loyers pratiqués par les bailleurs afin d'établir des tarifs par m² en fonction du secteur géographique. Sur cette base, le Gouvernement doit réaliser un rapport listant les impacts de la révision avant le 1er septembre 2026. Les travaux de détermination des nouvelles valeurs locatives doivent avoir lieu ensuite afin que ces dernières s'appliquent dès le 1er janvier 2028.
- Cette démarche étant proche de celle concernant les locaux professionnels, il est recommandé de s'en inspirer pour améliorer les démarches à réaliser. Ainsi, il est proposé de décaler de trois ans la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation pour bénéficier de suffisamment de recul :
 - - le recensement des loyers serait repoussé à 2028
 - - le rapport sur les impacts de cette révision est attendu pour le 1er septembre 2029
- - les nouvelles valeurs seraient utilisées dans les bases d'imposition à compte de 2031

Contexte général – Mesures concernant la fiscalité

➔ Pas d'évolution des bases en dehors de la variation prévue chaque année. Réforme des valeurs locatives repoussées à 2028 pour une mise en place en 2031

- **Ajustement de divers dispositifs de compensations d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales** La LFI 2025 augmente l'abattement (de 20 % à 30 %) des terres agricoles pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties. La compensation historique prévue par l'État est fixée sur l'abattement de 20 %, ainsi pour l'année 2025 les 10 % de différence étaient une perte de ressources pour les collectivités concernées.

Cet article propose de corriger cela en augmentant la compensation de l'État pour couvrir l'intégralité de l'abattement.

En contrepartie, l'État supprime deux compensations :

la compensation de l'impôt sur les spectacles : cet impôt a progressivement vu son périmètre se réduire avant d'être supprimé en 2025. Sa compensation existait depuis 2015

la compensation de 80% des pertes de recettes liées à l'allègement des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce : elle existait depuis 1993 suite au relèvement des tranches du barème d'imposition

- **Majoration du tarif de l'IFER pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021** L'imposition sur les entreprises de réseaux (IFER) est composée de plusieurs parties dont une concerne les installations de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque, avec un tarif de base (8,51 €/kW en 2025) réévalué chaque année.

Un tarif réduit est appliqué (3,542 €/kW en 2025) pour les installations réalisées après le 1er janvier 2021 pour encourager la production d'énergies solaires avec des technologies récentes.

Le PLF propose la mise en place pour 3 ans d'une majoration de 7,54 €/kW du tarif de base pour les installations réalisées au plus tard le 1er janvier 2021.

Cette majoration ne devrait pas impacter les collectivités concernées car elle serait imputée sur le budget de l'État.

➔ Le produit de cette augmentation sera affecté au budget de l'Etat et non aux collectivités.

- **Verdissement de la fiscalité sur les déchets** La loi de finances pour 2019 a simplifié cette taxe et fixé une trajectoire d'augmentation jusqu'en 2025 qui aboutit à appliquer actuellement un tarif de 65 € par tonne de déchets enfouis et un tarif de 25 € par tonne de déchets incinérés. Afin de réduire davantage la quantité de déchets enfouis ou incinérés, le PLF prolonge cette trajectoire haussière jusqu'en 2030 impactant les entreprises assujetties et indirectement les collectivités.

De plus, le PLF prévoit également une mesure de simplification, avec l'application d'un taux de TVA à 5,5 % pour l'ensemble des prestations achetées par les collectivités en matière de collecte et de traitement des déchets, contrairement à aujourd'hui où deux taux de TVA existent : 5,5 % pour la collecte séparée, le tri et la valorisation matière et 10 % pour les autres modes de collecte et de traitement.

Enfin, cet article propose la création d'un nouvel impôt sur les emballages en plastique non recyclés. En effet, un objectif de recyclage des emballages en plastique de 50 % à horizon 2025 avait été fixé par le parlement européen en 2018. La France se situant nettement en dessous de cet objectif avec un taux de 25,9 % en 2023, paye des pénalités à l'Union Européenne.

Afin de responsabiliser les entreprises mettant sur le marché les emballages en plastique, le PLF propose cette taxe sur les emballages en plastiques non recyclés de 30 € par tonne en 2026, avec une progression jusqu'à 150 € en 2030.

➔ Incertitude sur le bénéfice de la diminution du taux de TVA.

2) Le cadrage budgétaire et financier de la CCPG

- *Maintenir la trajectoire*
- *Pilotage resserré pour préserver la capacité d'autofinancement*
- *Optimisation*

Un plan d'optimisation budgétaire poursuivi en 2025



Mai 2024 : Ateliers CODIR sur l'amélioration des marges de manœuvre budgétaire - propositions d'actions

Juin 2024 : Analyse rétrospective 2019-2024 (points vigilance)

Juillet 2024 : Proposition d'un plan d'optimisation budgétaire validé en :

- Bureau – 04 juillet 2024
- Commission des finances – 08 juillet 2024



■ 4 axes

- Amélioration du suivi budgétaire et financier
- Optimisation des organisations
- Amélioration de la politique achat
- Optimisation de la politique foncière et patrimoniale

■ 19 mesures

- 1 COPIL spécifique de suivi des mesures
- Points d'étapes : 27 janv. 2025- 29 sept.2025

Rappel du plan d'actions

Axe : Amélioration du suivi budgétaire et financier

- **Mesure 1** : Définir une trajectoire pluriannuelle soutenable
- **Mesure 2** : procédure budgétaire à redéfinir
- **Mesure 3** : interroger lors des rencontres budgétaires toutes les actions qui pourraient être allégées ou supprimées. impossibilité de toute mesure/action nouvelle sauf à en supprimer et ce, sur l'ensemble des compétences
- **Mesure 4** : Refacturation des services communs à améliorer - au coût réel (ADS, DSI, BET VRD...)
- **Mesure 5** : définir une trajectoire équilibrée du CIAS à horizon 2027 (yc mutualisation des services)
- **Mesure 6** : augmentation des recettes des services – analyse de coûts de service – démarche de contrôle de gestion
- **Mesure 7** : amélioration de la gestion de la dette et de la trésorerie
- **Mesure 8** : formalisation et suivi du PPI à horizon 2030

Plan d'actions

Axe : Optimisation des organisations

- **Mesure 9** : maîtrise du volume de remplacements
- **Mesure 10** : pilotage de la masse salariale et projections pluriannuelle
- **Mesure 11** : arbitrages RH dans le cadre de la procédure budgétaire (y.c. pour les services communs)
- **Mesure 12** : Optimisation des organisations :
 - Mutualisations à examiner, Amélioration du suivi des services communs
 - Audits d'organisation sur certains services spécifiques
 - Formalisation des projets de direction (à long terme)
 - accompagnement des managers - plan de formation (LT)
- **Mesure 13** : optimisation de la collecte et traitement des déchets (2 études en cours)

Axe : amélioration de la politique achat

- **Mesure 14** : optimisation de la procédure d'achat (allègement)
- **Mesure 15** : optimisation de la politique achat :
 - Techniques achat (sourcing, négociation...)
 - Mutualisation des familles d'achat – services transversaux
 - Meilleure maîtrise des marchés
 - Poste acheteur nécessaire

Plan d'actions

Axe : optimisation de la politique foncière et patrimoniale

- **Mesure 16** : définition d'un SDIE
- **Mesure 17** : formalisation d'un plan de maintenance et d'entretien des équipements
- **Mesure 18** : orienter l'ensemble des investissements vers une démarche de maîtrise des énergies
- **Mesure 19** : Retour de certains sites : CLECT et modification de l'intérêt communautaire et des statuts
 - Modification statutaire CC - CLECT

Axe 1 : Amélioration du suivi budgétaire et financier

- **Mesure 1 : Définir une trajectoire pluriannuelle soutenable**
- Analyse rétrospective de la DDFIP 2024 :
 - Bilan général :
 - Situation satisfaisante
 - Fonds de roulement en amélioration mais encore à un niveau faible
 - Progression de la CAF brute à maintenir avec maîtrise des charges
 - Analyse prospective et définition d'une trajectoire pluriannuelle

Rappel de la prospective définie au budget 2025

Budget principal	CA 2023	CA 2024	BP 2025	BP 2026	BP 2027	BP 2028	BP 2029	BP 2030
Recettes de Fonctionnement	27 761 618,97 €	29 370 745,61 €	29 493 058,00 €	29 939 164,70 €	30 420 907,13 €	31 313 211,40 €	31 413 275,75 €	31 924 504,67 €
Dépenses de fonctionnement	25 347 464,02 €	26 746 591,33 €	27 825 261,56 €	28 712 452,04 €	29 115 987,87 €	29 894 729,08 €	29 682 813,02 €	29 871 366,93 €
Epargne Brute	2 414 154,95 €	2 624 154,28 €	1 667 796,44 €	1 226 712,66 €	1 304 919,27 €	1 418 482,32 €	1 730 462,73 €	2 053 137,75 €
Capital remboursé	632 959,70 €	659 542,63 €	780 000,00 €	829 497,49 €	890 925,45 €	862 417,94 €	837 033,20 €	856 942,26 €
Epargne nette	1 781 195,25 €	1 964 611,65 €	887 796,44 €	397 215,17 €	413 993,82 €	556 064,38 €	893 429,53 €	1 196 195,49 €
Dépenses d'Investissement	2 434 194,62 €	4 035 883,87 €	8 468 651,50 €	6 227 592,00 €	3 962 749,00 €	1 652 920,00 €	1 620 055,00 €	1 638 400,00 €
Recettes d'Investissement	1 342 433,61 €	3 419 101,19 €	3 393 182,00 €	4 224 626,19 €	1 603 649,35 €	571 145,00 €	565 753,82 €	568 763,14 €
Emprunt	- 689 434,24 €	- 1 347 828,97 €	4 187 673,06 €	1 605 750,63 €	1 945 105,84 €	525 710,63 €	160 871,65 €	- 126 558,62 €
Encours de la dette au 31/12/N	6 978 543,38 €	7 819 000,75 €	11 226 673,81 €	12 002 926,95 €	13 057 107,34 €	12 720 400,02 €	12 044 238,47 €	11 060 737,59 €
Capacité de désendettement	2,9	3,0	6,7	9,8	10,0	9,0	7,0	5,4
Taux d'épargne nette	6,4%	6,7%	3,0%	1,3%	1,4%	1,8%	2,8%	3,7%
Taux d'épargne Brute	8,7%	8,9%	5,7%	4,1%	4,3%	4,5%	5,5%	6,4%
PPI								
Rayonnement	239 688,52 €	128 127,83 €	157 020,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
Jeunesse et parcours éducatifs	1 924 466,02 €	3 389 840,29 €	6 672 915,53 €	5 160 362,00 €	3 154 000,00 €	1 054 000,00 €	1 054 000,00 €	1 054 000,00 €
Coopération territoriale	222 678,84 €	517 915,75 €	1 638 715,97 €	805 030,00 €	546 549,00 €	563 920,00 €	556 055,00 €	574 400,00 €
Solidarités	47 361,24 €	- €	- €	227 200,00 €	227 200,00 €	- €	- €	- €
Dépenses	2 434 194,62 €	4 035 883,87 €	8 468 651,50 €	6 227 592,00 €	3 962 749,00 €	1 652 920,00 €	1 620 055,00 €	1 638 400,00 €
Recettes d'investissement	498 083,43 €	1 230 386,16 €	2 003 984,41 €	3 203 052,00 €	953 600,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €
FCTVA	244 350,18 €	688 715,03 €	1 389 197,59 €	1 021 574,19 €	650 049,35 €	271 145,00 €	265 753,82 €	268 763,14 €
Emprunt réalisé	600 000,00 €	1 500 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Recettes	1 342 433,61 €	3 419 101,19 €	3 393 182,00 €	4 224 626,19 €	1 603 649,35 €	571 145,00 €	565 753,82 €	568 763,14 €
Besoin de financement			5 075 469,50 €	2 002 965,81 €	2 359 099,65 €	1 081 775,00 €	1 054 301,18 €	1 069 636,86 €

Hypothèses : +1,5% au 011 - +3,5% au 012 – stabilité du 65 - +2% recettes

Pilotage de la trajectoire pluriannuelle

- **Objectif** : Maintenir une épargne nette à 1 000 000 €
- **Moyens** :
 - Rationalisation et maîtrise des dépenses : Chapitre 011, 012, 65
 - Optimisation des recettes – maintenir une progression des recettes supérieures aux dépenses :
 - Optimisation des financements
 - Mise en place d'une politique de tarification à moyen terme en 2026
 - Fiscalité locale
- **3 indicateurs de pilotage** :
 - Epargne Brute
 - Epargne Nette
 - Capacité de désendettement

Pilotage et équilibrage des 3 indicateurs

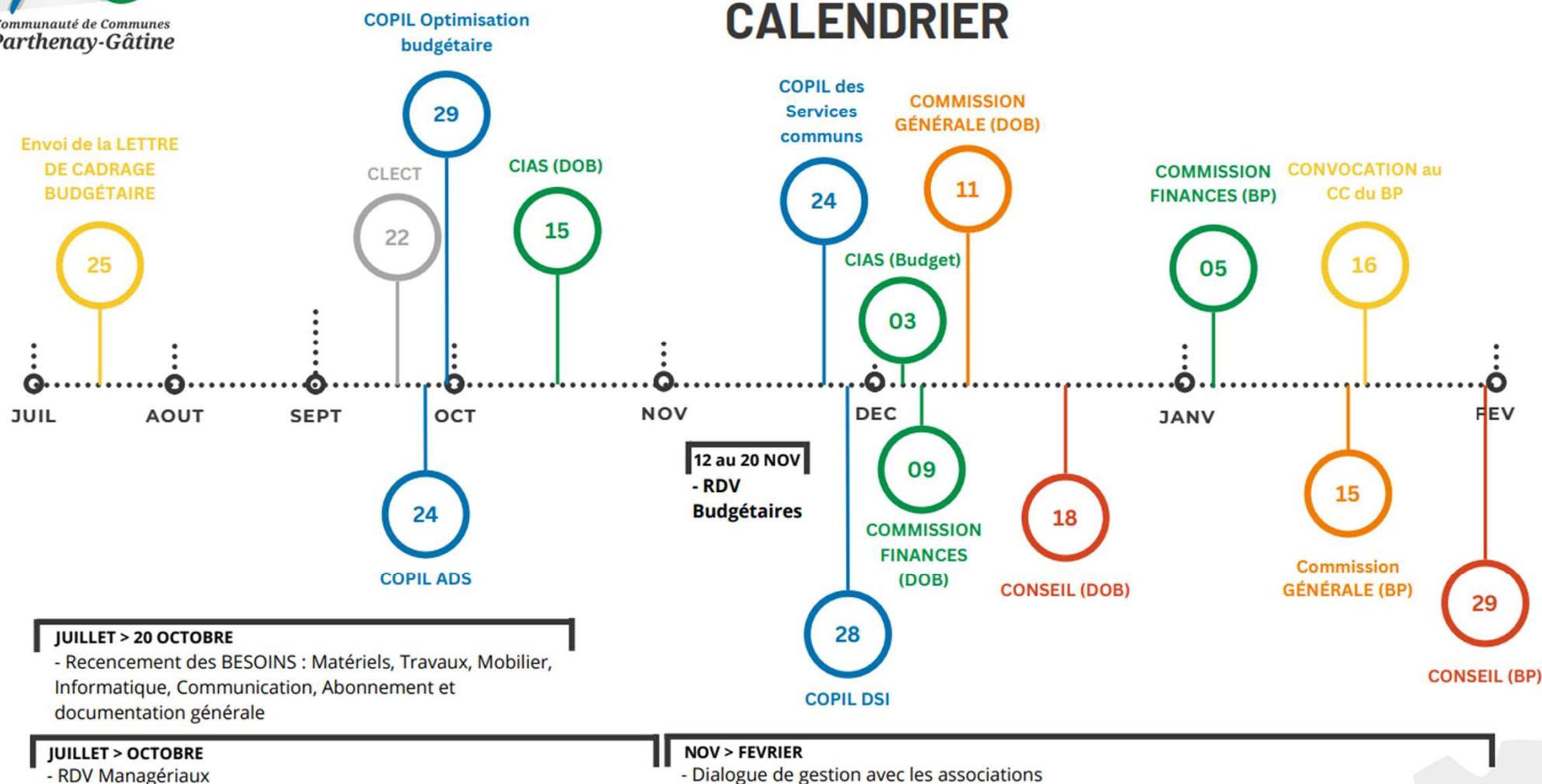
Axe 1 : Amélioration du suivi budgétaire et financier

- **Mesure 2** : Procédure budgétaire à redéfinir :
 - Planification budgétaire revue
 - Lettre de cadrage budgétaire revue
 - Réunions budgétaires revues
- **Mesure 3** : Suivi de l'exécution sur la base d'une maquette financière révisée (budget – suivi réalisé - réalisé prévisionnel)

La planification budgétaire- un processus de validation continue



ÉLABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2026 CALENDRIER



Lettre de cadrage budgétaire 2026

Contexte : **Incertitude sur les mesures du PLF 2026**

Dépenses :

- Chapitre 011 : + **1,5 %** au global - Toute augmentation ne pourra être validée qu'en contre partie de recherche d'économies ou optimisation des recettes
- Chapitre 012 : + **3,5 %**
- Chapitre 65 : stabilité

Recettes :

- **+ 2 %** avec un ajustement de la tarification, l'accroissement de la fréquentation, le développement de nouvelles prestations, la redéfinition des modalités financières des services communs et l'optimisation des financements extérieurs

Investissements :

Les nouvelles inscriptions au PPI seront conditionnées aux subventions sollicitées auprès de tous les financeurs. En cas de non-obtention, le projet sera à requestionner

Mesure 4 : Refacturation des services communs à améliorer - au coût réel (ADS, DSI, BET VRD...)

- Révision des modalités financières des services communs :
 - » Pas de modification des clés de répartition des services communs Ville/CCPG mais prise en compte du partage des fluides, coût entretien
 - » DSI : modification sept. 2025 : tarification au coût réel (impact : + 300k€)
 - » ADS : modification nov. 2025 : impact : +30k€

Mesure 5 : Définir une trajectoire équilibrée du CIAS

- Stabilisation subvention 2025 et 2026
- Intégration dans la procédure budgétaire et dialogue de gestion
- réflexion en cours sur les mutualisations possibles (groupement de commandes, mutualisation de services...)

Mesure 6 : optimisation des recettes – démarche de conseil en gestion

- Accompagnement des directions dans l'analyse des coûts de service – démarche de conseil en gestion
- Définition d'une politique de tarification (en cours)
- Optimisation des recherches de financements publics ou privés

Mesure 7 : Amélioration de la gestion de la dette et de la trésorerie

- 2 lignes de trésorerie de 1 M€ chacune
 - 30/06/2025 : Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres
 - 28/07/2025 : Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes
- ➔ non-utilisation des lignes de trésorerie de septembre 2024 à juillet 2025
- Placement de fonds sur comptes à termes

Mesure 8 – Formalisation et suivi du PPI à horizon 2030

- **Travail de clarification et stabilisation du PPI (2024)**

- Définition :

- Outil d'analyse financière prospective
 - Outil de planification et de programmation des investissements sur le moyen/long terme
 - prévision des travaux préventifs ou curatifs nécessaires
 - Faisabilité des projets et définition des priorités avec un programme de financements

- Enjeux :

- Identifier l'ensemble des investissements nécessaires
 - Identification de l'investissement régulier pour le maintien des équipements en bon état
 - En interne : mise en place d'un process de pilotage des projets techniques efficace (programmation – conception- réalisation)

Plan d'actions

Axe : Optimisation des organisations

- **Mesure 9** : maîtrise du volume de remplacements (nouvelle procédure)
- **Mesure 10** : pilotage de la masse salariale et projections pluriannuelle (nouvel outil permettant projections pluriannuelles, analyse des variables et maîtrise de l'exécution)
- **Mesure 11** : arbitrages RH dans le cadre de la procédure budgétaire (y.c. pour les services communs)
- **Mesure 12** : Optimisation des organisations :
 - Mutualisations à examiner, Amélioration du suivi des services communs
 - Audits d'organisation sur certains services spécifiques
 - Formalisation des projets de direction (à long terme)
 - accompagnement des managers - plan de formation (LT)
- **Mesure 13** : optimisation de la collecte et traitement des déchets (2 études en cours)

Axe 3 : Amélioration de la politique achat

- **Mesure 14** : Optimisation de la procédure d'achat (allègement)

2026 :

- Réécriture du guide interne et des délégations (en cours)

- **Mesure 15** : Optimisation de la politique achat :
 - Techniques achat (sourcing, négociation...)
 - Mutualisation des familles d'achat – services transversaux
 - Meilleure maîtrise des marchés
 - Poste acheteur nécessaire

2026 - 3 axes d'amélioration :

- Sécurisation des procédures
- Gains financiers et qualitatifs
- Achat responsable

Axe 4 : Optimisation de la politique foncière et patrimoniale

- **Mesure 16** : Définition d'un SDIE (non réalisé)
- **Mesure 17** : Formalisation d'un plan de maintenance et d'entretien des équipements (en cours)
- **Mesure 18** : Orienter l'ensemble des investissements vers une démarche de maîtrise des énergies
 - Axe du PPI : performance énergétique des bâtiments publics – logique d'investissement productif
 - Démarche systématique : audits énergétiques – analyse des retours sur investissement
- **Mesure 19** : Retour de certains sites : CLECT et modification de l'intérêt communautaire et des statuts
 - CLECT 18 nov 2024 :
 - révision de l'évaluation de la compétence planification (17 sept. 2018) : impact = 38k€
 - Restitution digne de la forge à fer
 - Restitution Bois Pouvreau
- Autres sites à l'étude (2025 – impact 2026) :
 - Espace Sportif de Secondigny et de PY (Léo Lagrange) : en cours de chiffrage des coûts de fonctionnement
 - Camping Le Bois Vert
 - Retour bâtiments Amailloux PIAF : réalisé
- CLECT à prévoir sur la Compétence « aménagement numérique » en 2026

3) situation à fin 2025

Rappel des priorités Budget 2025

1. Mener une politique d'investissement ambitieuse
2. Renforcement de l'autofinancement pour financer l'investissement
3. Limiter le recours à l'emprunt
4. Définir une trajectoire financière stable à moyen terme

➔ Maîtrise des dépenses de fonctionnement malgré les contraintes de gestion

Rappel – Vote du Budget 2025

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté	RECETTES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté
011 - Charges à caractère général	8 673 357,50 €	8 530 245,99 €	002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent)	2 177 643,21 €	0,00 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	12 677 466,56 €	12 450 922,37 €	013 - Atténuations de charges	240 000,79 €	250 000,00 €
014 - Atténuations de produits	2 380 200,00 €	2 160 364,05 €	70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 821 381,00 €	3 665 189,60 €
022 - Dépenses imprévues (pour équilibre)	0,00 €	0,00 €	73 - Impôts et taxes	8 105 000,00 €	8 111 261,40 €
023 - Virement à la section d'investissement	2 607 533,44 €	0,00 €	731 - Fiscalité locale	11 548 285,00 €	11 351 530,36 €
65 - Autres charges de gestion courante	3 861 777,50 €	3 673 686,60 €	74 - Dotations, subventions et participations	5 520 280,00 €	5 230 239,63 €
66 - Charges financières	327 200,00 €	236 383,78 €	75 - Autres produits de gestion courante	502 400,00 €	418 636,66 €
67 - Charges exceptionnelles	60 331,00 €	1 195,19 €	76 - Produits financiers	750,00 €	2 529,12 €
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	225 000,00 €	164 622,32 €	77 - Produits spécifiques	3 000,00 €	20 074,97 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 350 000,00 €	1 096 963,64 €	78 - Reprise provision	124 126,00 €	0,00 €
			042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 000,00 €	75 801,41 €
TOTAL OPERATION REELLES	28 205 332,56 €	27 217 420,30 €	TOTAL OPERATION REELLES	32 042 866,00 €	29 049 461,74 €
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	3 957 533,44 €	1 096 963,64 €	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	120 000,00 €	75 801,41 €
TOTAL DEPENSES	32 162 866,00 €	28 314 383,94 €	TOTAL RECETTES	32 162 866,00 €	29 125 263,15 €
CAF BRUTE sans l'excédent	1 659 890,23 €	1 832 041,44 €		0,00 €	810 879,21 €
Remboursement de capital	780 000,00 €	749 134,18 €			
CAF NETTE	879 890,23 €	1 082 907,26 €			

Rappel – Vote du Budget 2025

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté	RECETTES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	412 849,51 €		001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		
RESTE A REALISER	684 541,78 €		RESTE A REALISER	195 830,50 €	
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 000,00 €	75 801,41 €	021 - Virement de la section de fonctionnement	2 607 533,44 €	0,00 €
041 - Opérations patrimoniales	602 780,00 €	264 698,73 €	024 - Produits de cessions	0,00 €	0,00 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	780 000,00 €	749 134,18 €	040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 350 000,00 €	1 096 963,64 €
165 - Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00 €	0,00 €	041 - Opérations patrimoniales	602 780,00 €	264 698,73 €
20 - Immobilisations incorporelles	449 220,00 €	214 628,34 €	10 - Dotations, fonds divers et réserves	587 000,00 €	842 629,20 €
204 - Subventions d'équipement versées	56 250,00 €	0,00 €	1068 - Affectation du résultat	901 560,79 €	901 560,79 €
21 - Immobilisations corporelles	900 693,00 €	552 400,71 €	13 - Subventions d'investissement	1 710 622,83 €	1 392 688,83 €
23 - Immobilisations en cours	6 478 779,71 €	5 072 382,39 €	16 - Emprunts et dettes assimilées	2 312 755,36 €	1 000 000,00 €
27 - Autres immobilisations financières	0,00 €	0,00 €	165 - Dépôts et cautionnements versés	3 000,00 €	0,00 €
			23 - Immobilisations en cours	0,00 €	1 893,11 €
			27 - Autres immobilisations financières	217 031,08 €	216 902,78 €
TOTAL OPERATION REELLES	9 765 334,00 €	6 588 545,62 €	TOTAL OPERATION REELLES	5 927 800,56 €	4 353 781,60 €
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	722 780,00 €	340 500,14 €	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	4 560 313,44 €	1 361 662,37 €
TOTAL DEPENSES	10 488 114,00 €	6 929 045,76 €	TOTAL RECETTES	10 488 114,00 €	5 715 443,97 €
			diff R/D	0,00 €	-1 213 601,79 €

Le CA prend en compte le réalisé à ce jour + l'emprunt validé le 20/11/2025

PROJECTION DES RESULTATS 2025 (prévisionnel)

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
A - DEPENSES 2025	28 314 383,94 €	6 929 045,76 €
B - RECETTES 2025	29 125 263,15 €	5 715 443,97 €
(B-A) C - Résultat de l'exercice	810 879,21 €	- 1 213 601,79 €
D - Excédent/déficit 2024	2 177 643,21 €	- 412 849,51 €
(C+D) Résultat cumulé	2 988 522,42 €	- 1 626 451,30 €

L'excédent de fonctionnement doit :

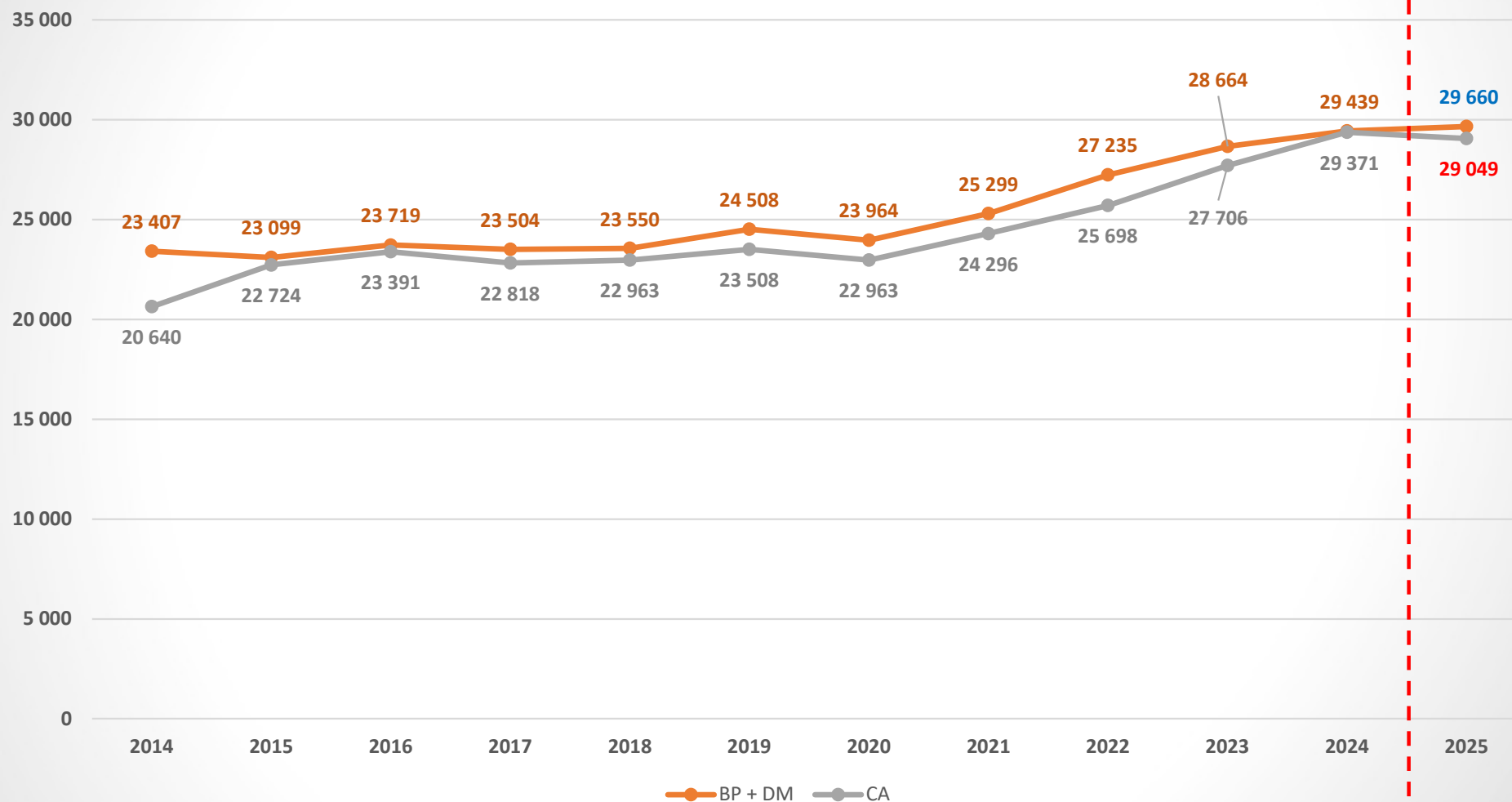
- d'abord couvrir **le déficit d'investissement**
- couvrir le **besoin de financement des reports des crédits**
- puis **abonder les recettes de fonctionnement 2025**

DI – Déficit d'investissement (001)	1 626 451,30 €
RI – Besoin de financement au c/1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé	1 626 451,30 €
RF – Excédent de fonctionnement (002)	1 362 071,12 €

Sous réserve de confirmation des chiffres 2025 et des reports des crédits 2025 sur 2026 (non connus à ce jour)

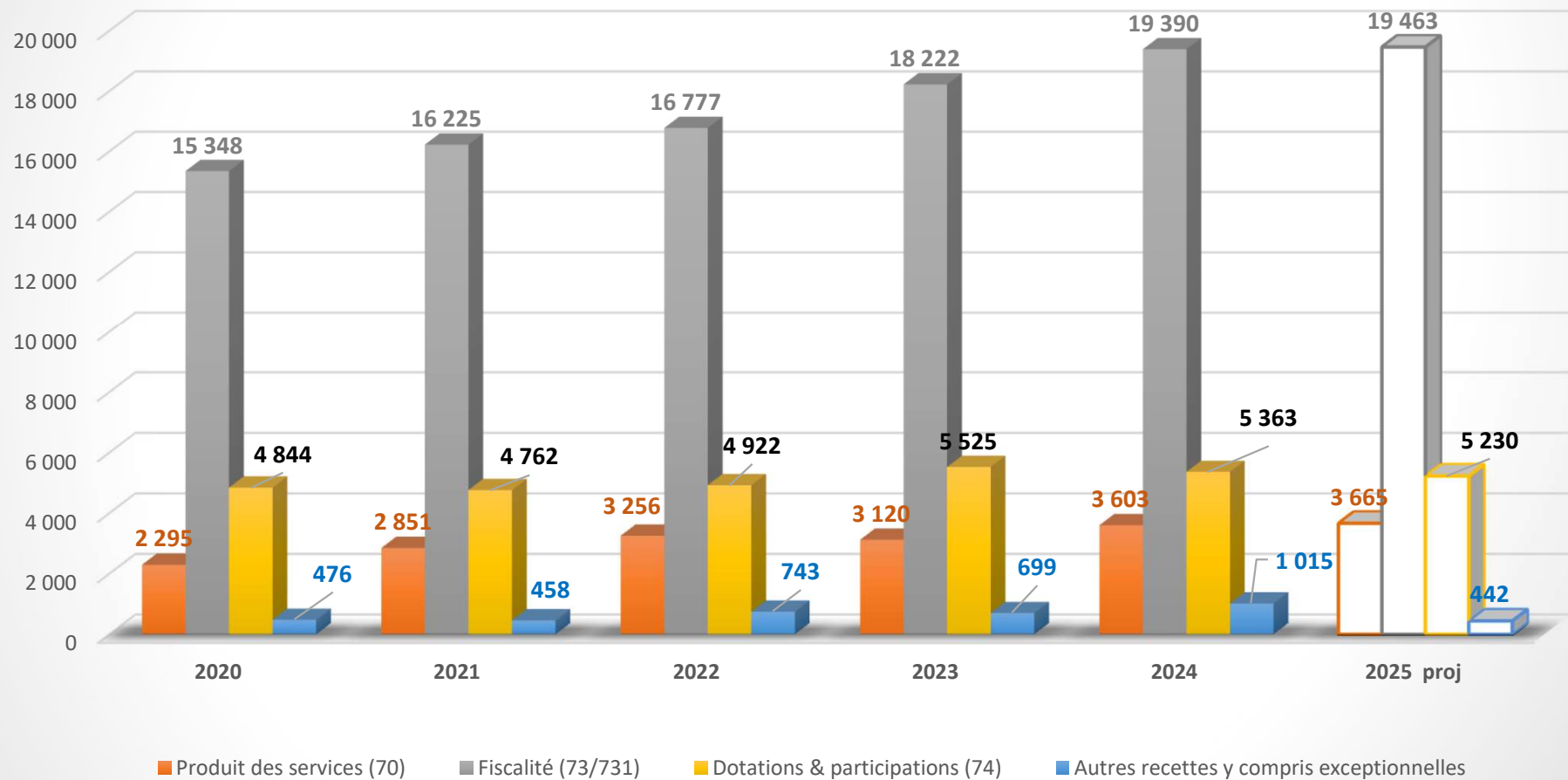
Recettes réelles de fonctionnement 2014-2025

Recettes réelles de fonctionnement en k€
2014 -2025



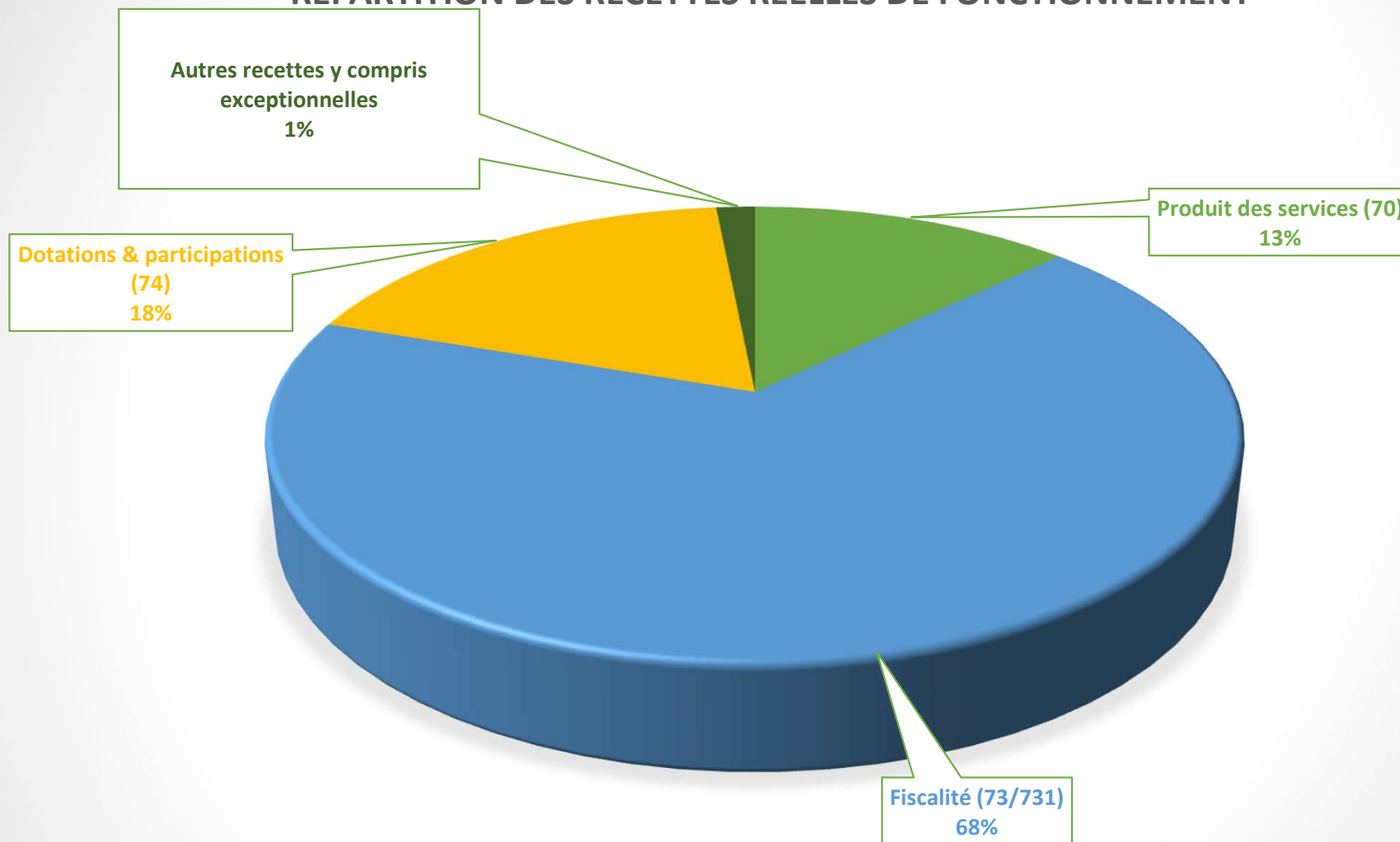
Recettes réelles de fonctionnement par chapitre - CA

Recettes Réelles de Fonctionnement (par chapitre) en k€
2020 - 2025



Recettes réelles de fonctionnement par chapitre - CA

RÉPARTITION DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

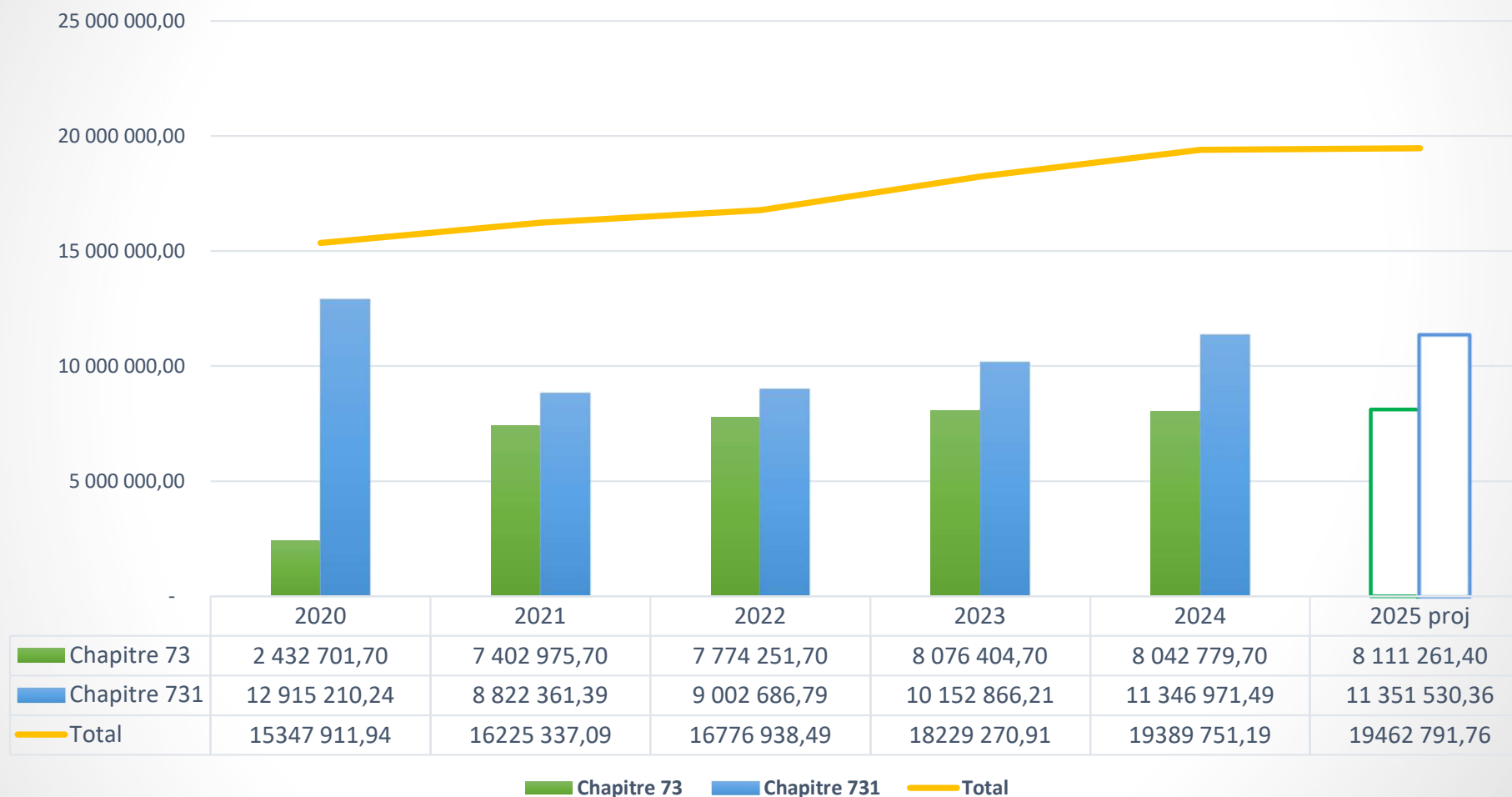


Les Dotations

	Dotation de compensation	Dotation d'intercommunalité	FPIC	TOTAL
2014	2 362 417 €	1 560 298 €	339 012 €	4 261 727 €
2015	2 311 300 €	1 154 615 €	352 795 €	3 818 710 €
2016	2 266 966 €	731 306 €	497 843 €	3 496 115 €
2017	2 204 535 €	503 010 €	516 916 €	3 224 461 €
2018	2 158 923 €	412 701 €	522 285 €	3 093 909 €
2019	2 109 816 €	453 836 €	519 563 €	3 083 215 €
2020	2 071 612 €	494 888 €	547 632 €	3 114 132 €
2021	2 031 211 €	542 879 €	561 271 €	3 135 361 €
2022	1 987 099 €	592 330 €	556 620 €	3 136 049 €
2023	1 975 680 €	649 949 €	533 470 €	3 159 099 €
2024	1 943 320 €	776 618 €	502 730 €	3 222 668 €
2025	1 873 488 €	932 345 €	487 873 €	3 293 706 €
Evolution € 2025/2014	-488 929 €	-627 953 €	148 861 €	-1 039 059 €
Evolution en %	-20,70%	-40,25%	43,91%	-22,71%

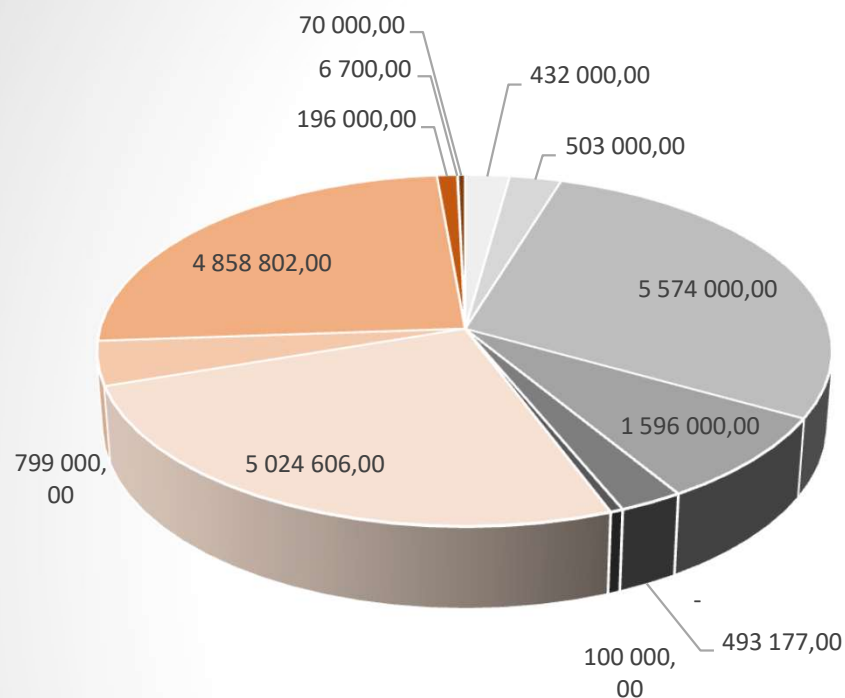
Evolution de la fiscalité 2020 - 2025

Evolution de la fiscalité 2020-2025



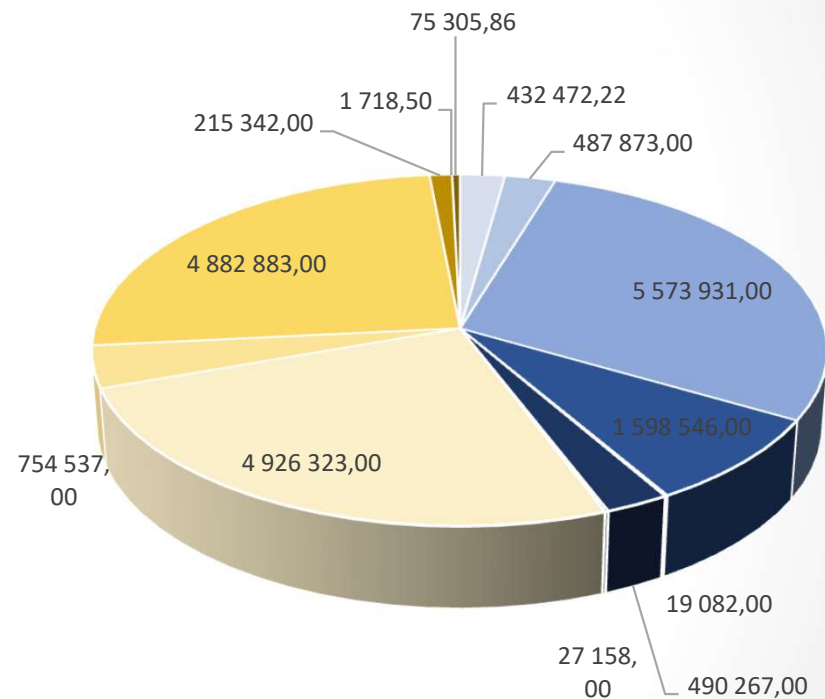
Fiscalité 2025

FISCALITE 73/731 - BP 2025



Avec pouvoirs de taux ou tarifs :	55,74%
Sans pouvoirs :	44,26%

FISCALITE 73/731 - CA PROJ 2025



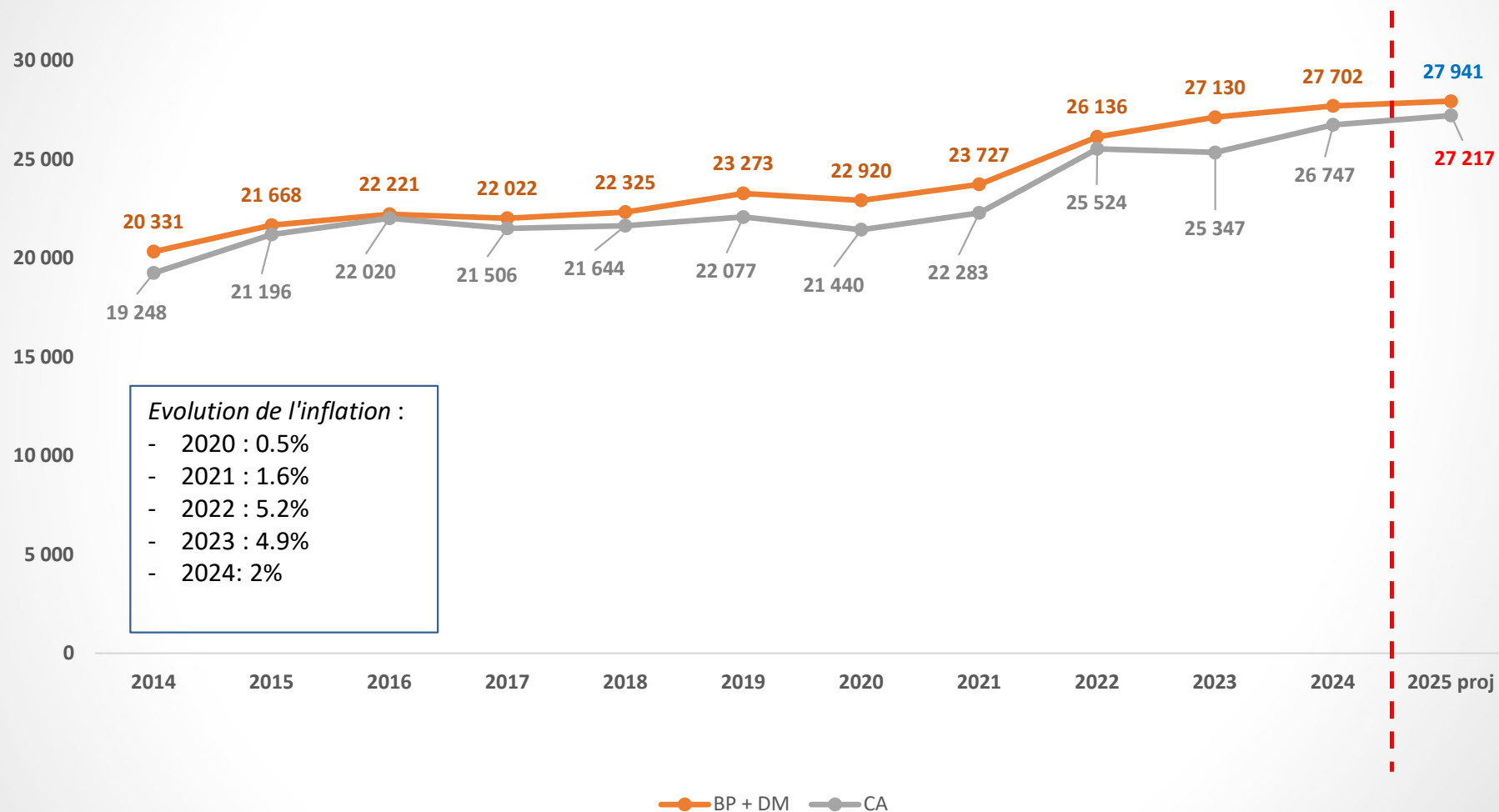
Avec pouvoirs de taux ou tarifs	55,71%
Sans pouvoirs	44,29%

Autres ressources fiscales

	Produits 2021	Produits 2022	Produits 2023	Produit 2024	2025
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	1 475 544,00 €	1 382 794,00 €	0,00 €	0,00	0,00
Fraction de TVA pour TH	4 939 630,00 €	5 412 865,00 €	5 560 636,00 €	5 559 004,00	5 573 928,00
Fraction de TVA pour CVAE	0,00 €	0,00 €	1 562 605,00 €	1 561 352,00	1 598 544,00
Imposition forfaitaire sur les entreprises (IFER)	345 859,00 €	361 754,00 €	441 913,00 €	481 599,00	490 260,00
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	579 247,00 €	652 953,00 €	823 543,00 €	785 201,00	754 536,00
Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR)	-628 444,00 €	-628 444,00 €	-628 444,00 €	-628 444,00	-628 440,00
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	16 898,00 €	16 898,00 €	16 898,00 €	16 898,00	0,00
Attribution de compensation négatives versées par les communes	426 531,00 €	421 973,00 €	419 694,00 €	419 693,70	431 829,40
Taxe de séjour	36 925,00 €	18 361,00 €	59 941,00 €	83 441,67	75 305,86
Taxe GEMAPI	119 801,00 €	125 388,00 €	182 684,00 €	196 820,00	215 330,00
TOTAL des autres ressources fiscales	7 311 991,00 €	7 764 542,00 €	8 439 470,00 €	8 475 565,37	8 511 293,26

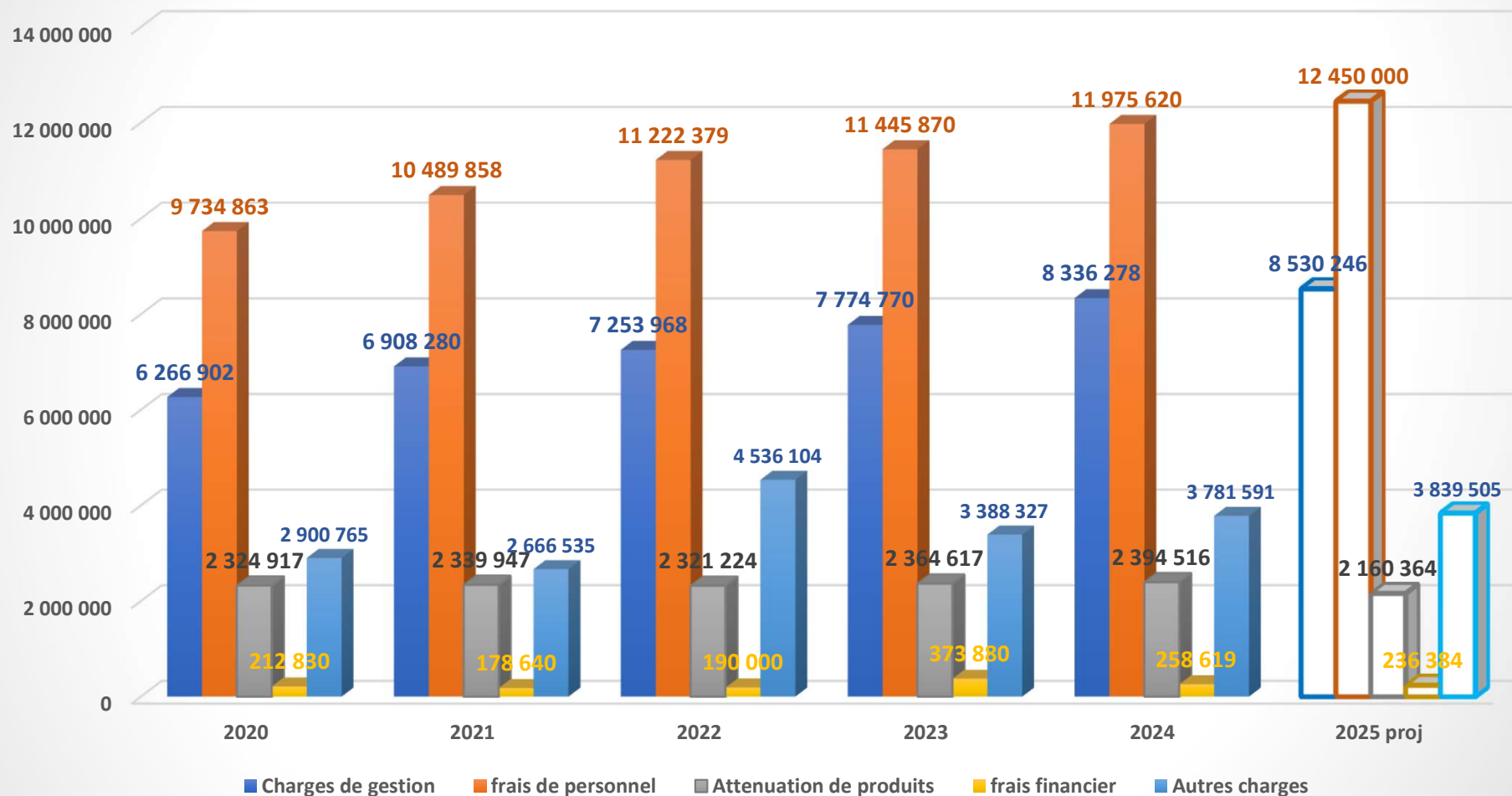
DRF - situation fin 2025 - Estimation

Dépenses réelles de fonctionnement en k€
2014 - 2025



Dépenses réelles de fonctionnement par chapitre

Dépenses réelles de fonctionnement par chapitre en K€
2020 - 2025



Poste de dépenses - Energie

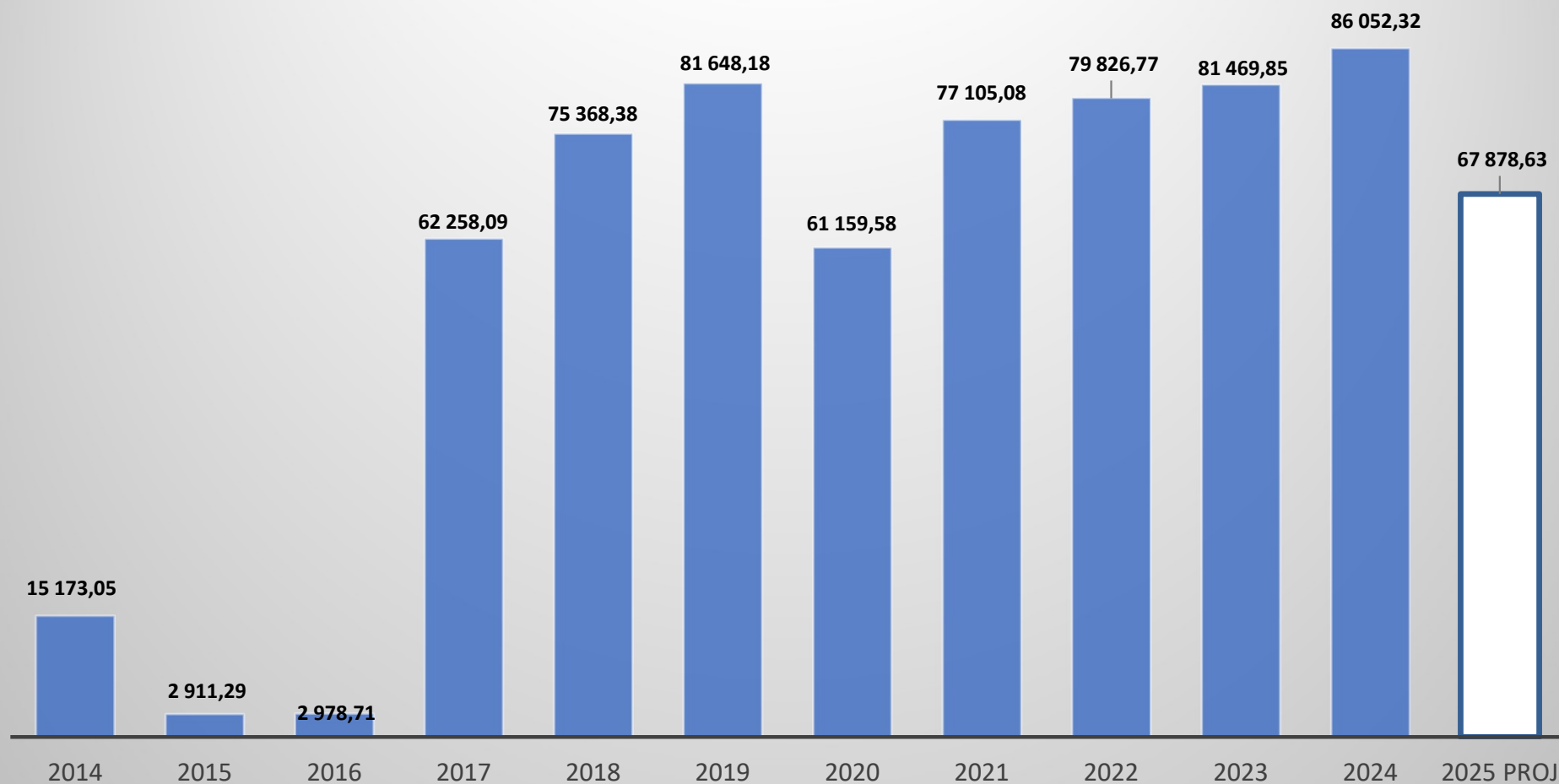
Poste de dépense par année - Energie

Répartition énergie :
60% électricité
40% gaz



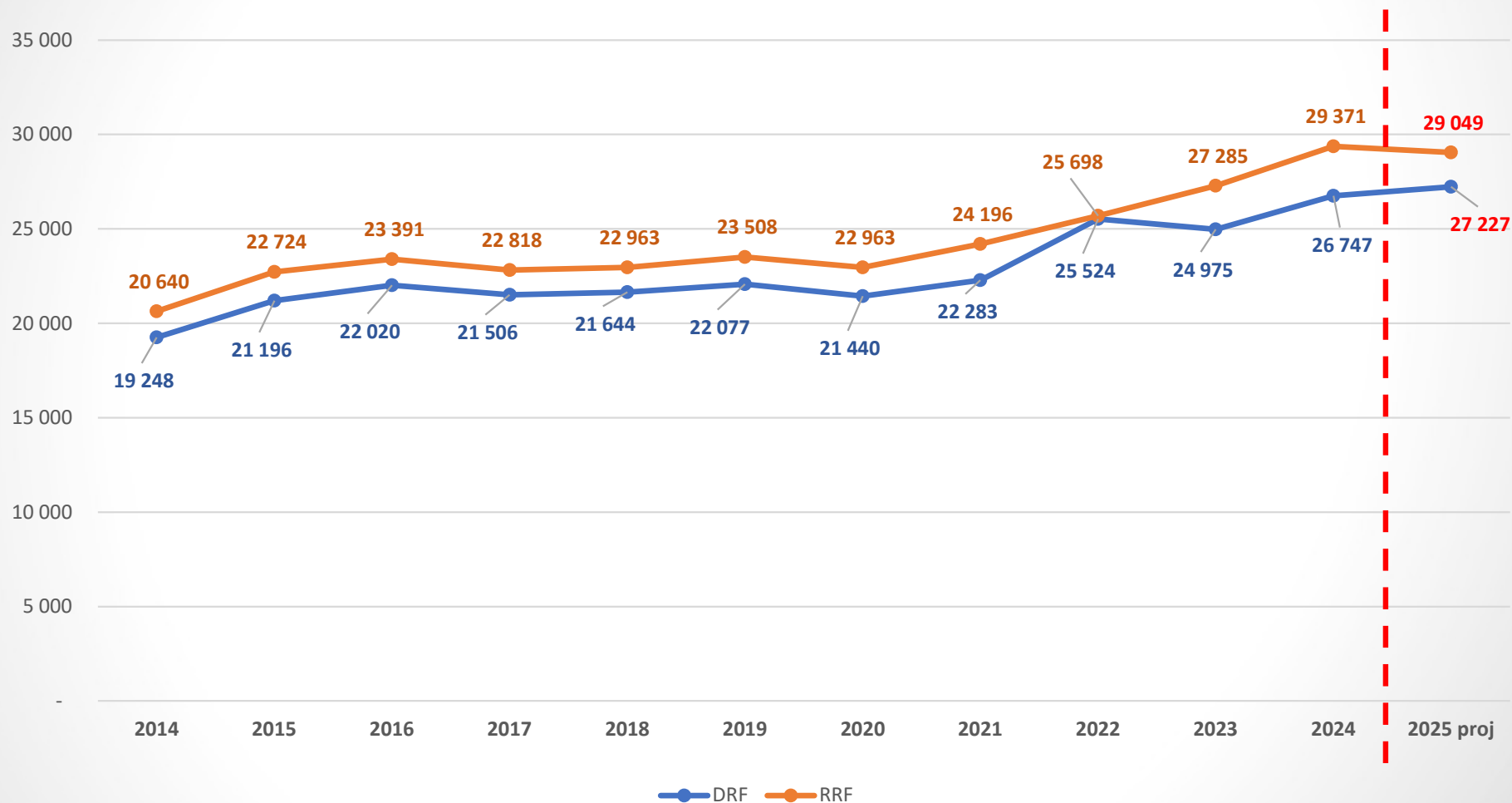
Poste de dépenses - combustible

Poste de dépense par année - combustible

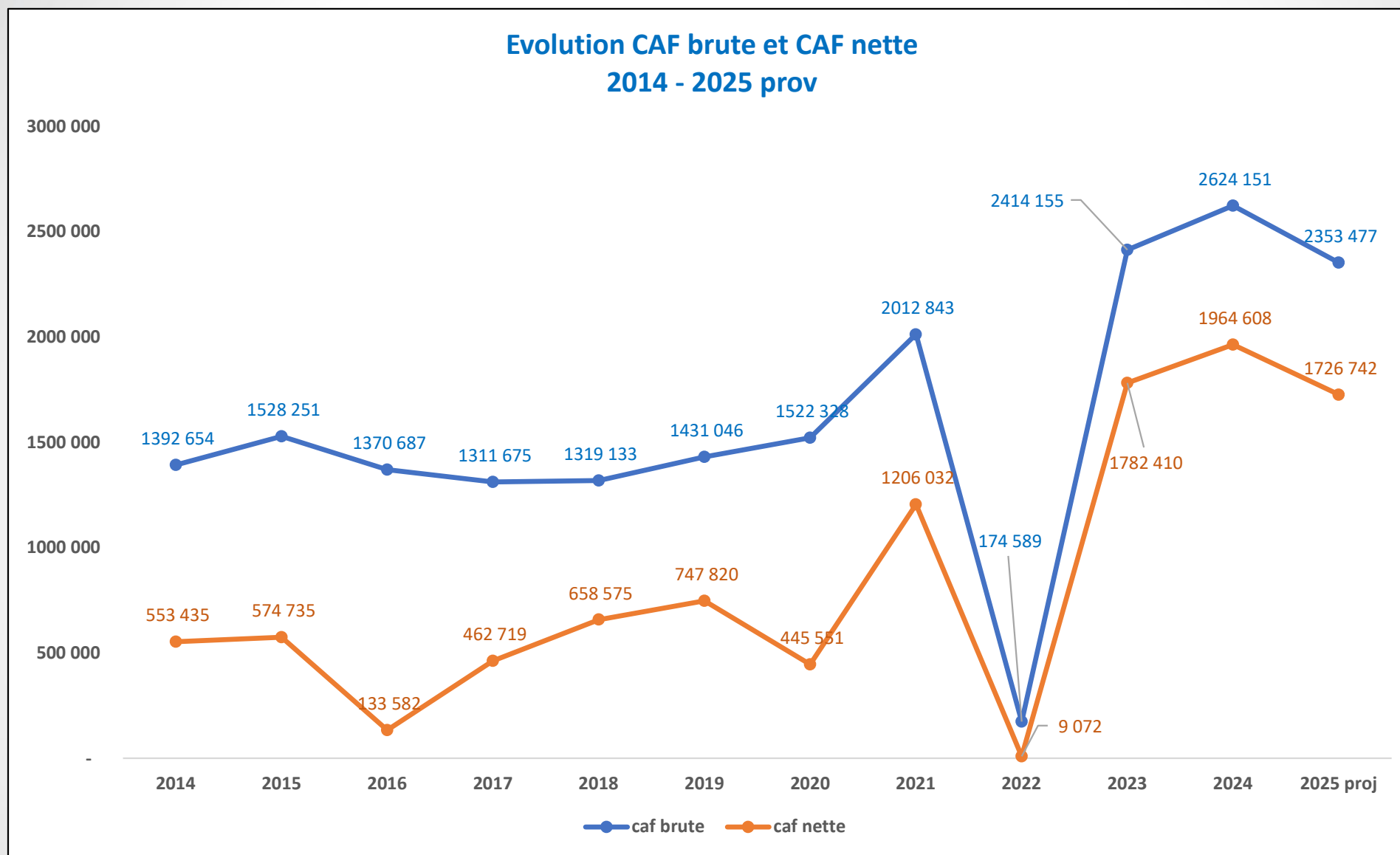


Evolution des DRF et des RRF 2014 - 2025

Evolution des DRF et des RRF en K€
2014 - 2025

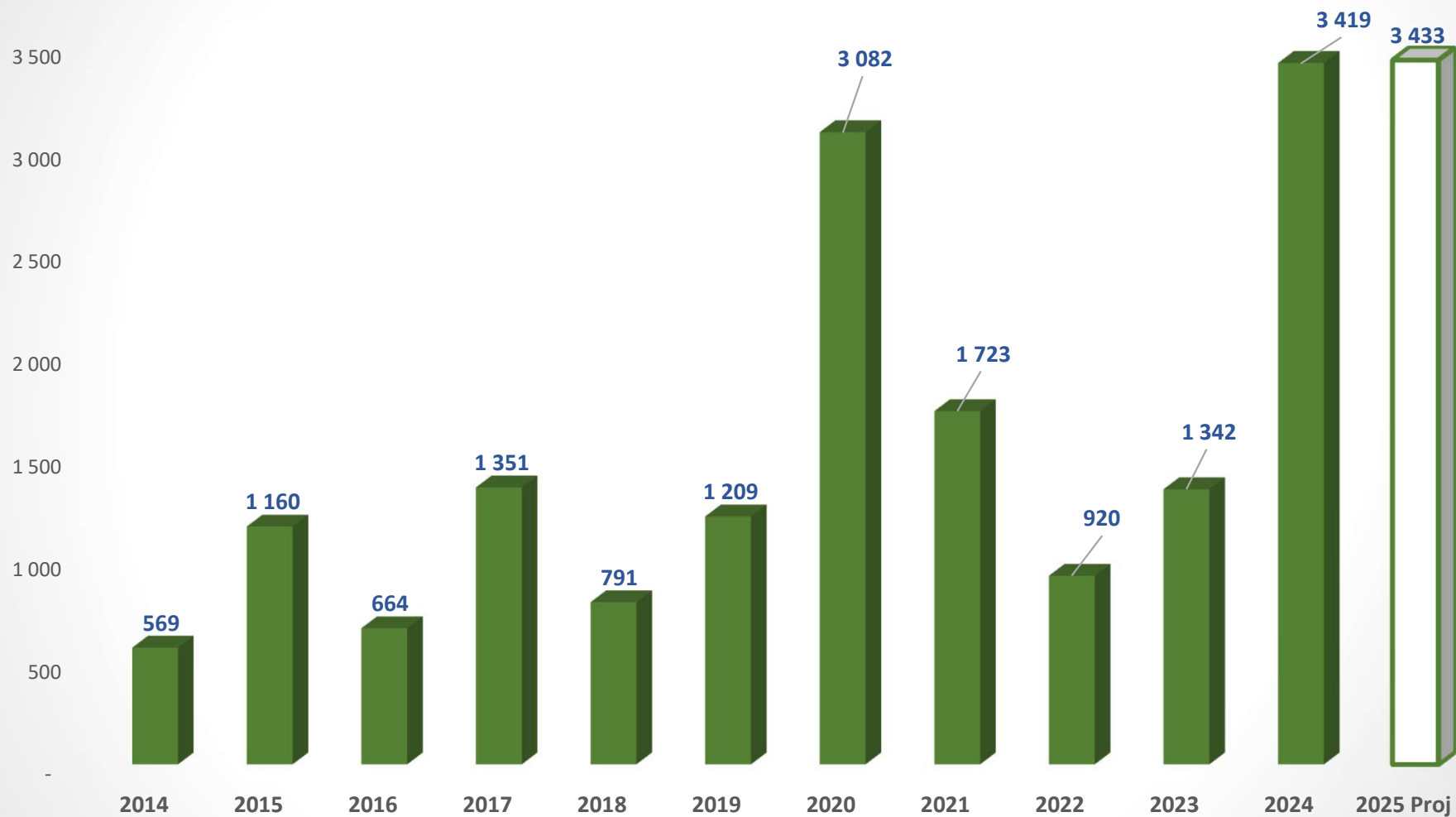


Evolution CAF Brute et CAF Nette 2014 - 2025



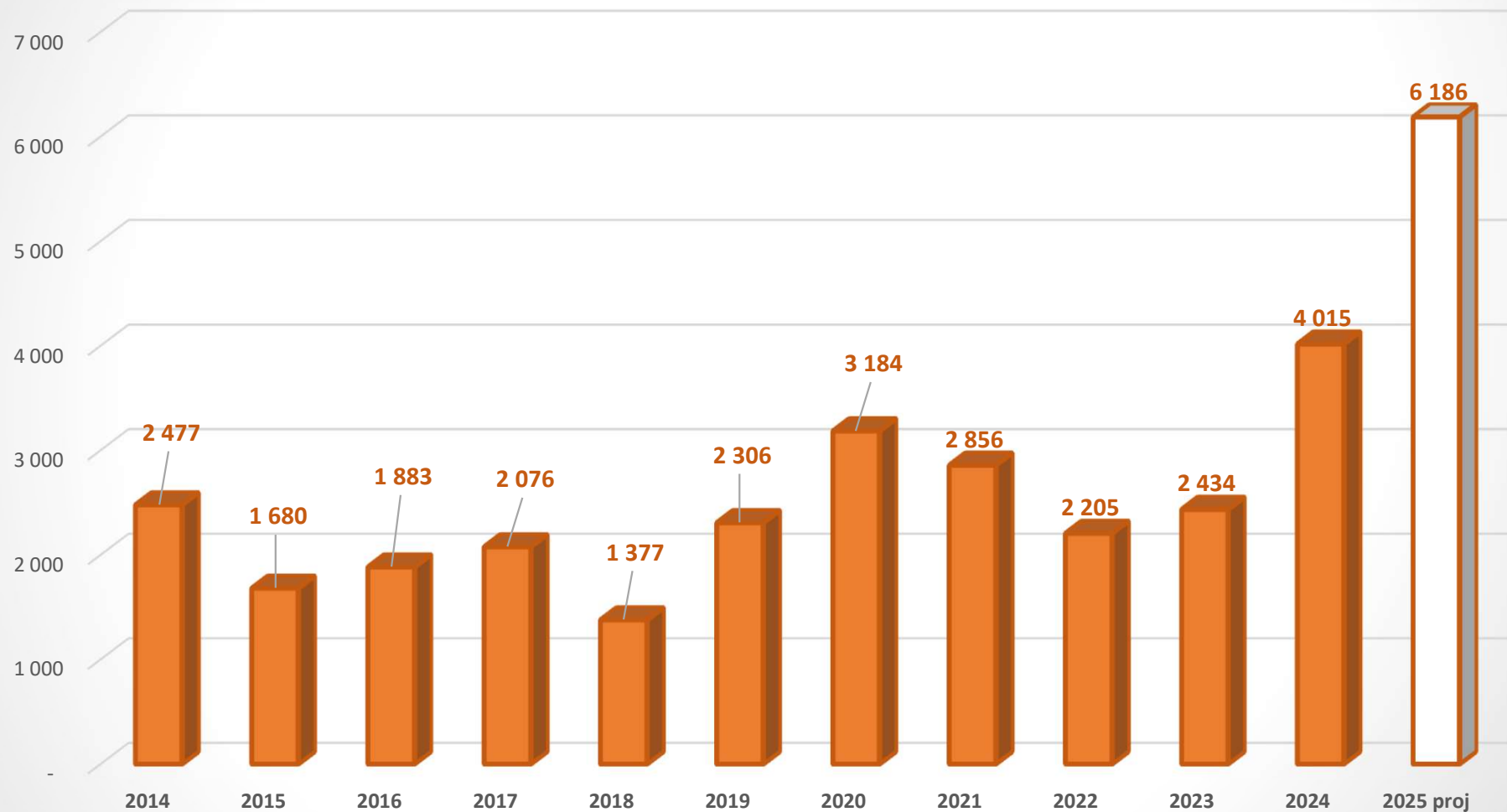
Recettes d'investissement en K€ 2014 - 2025

Recettes d'investissement en K€
2020 - 2025

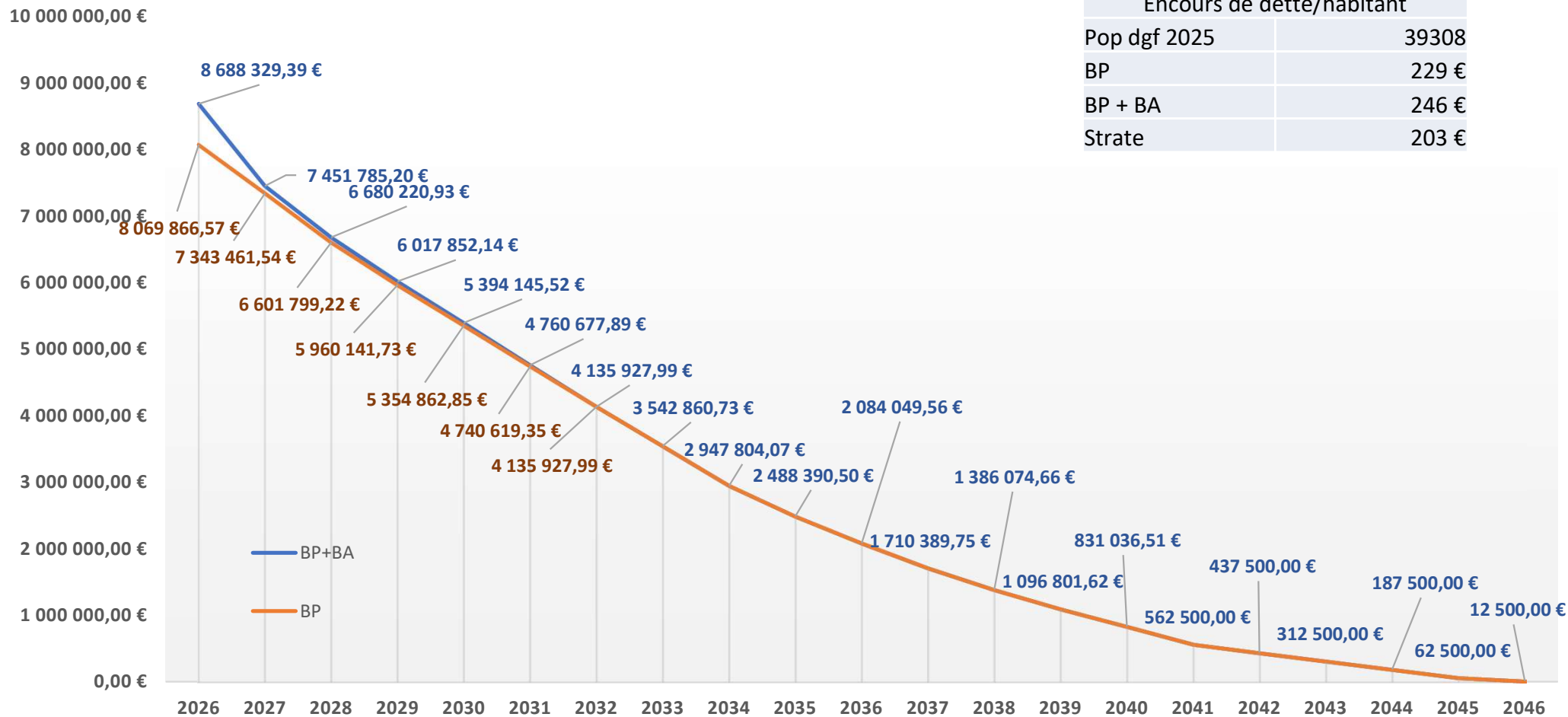


Dépenses d'équipement en K€ 2014 - 2025

Dépenses d'équipement en k€
2014 - 2025



Evolution du CRD 2025 à 2045



Encours de dette/habitant	
Pop dgf 2025	39308
BP	229 €
BP + BA	246 €
Strate	203 €

Evolution du CRD 2025 à 2045

- Emprunt au 27/11/2025 sans prospective sur les années à venir
- En cours :
 - - 10 prêteurs
 - 29 prêts :
 - Budget principal : 23
 - ZAC de la Bressandière : 1 (prêt relais)
 - Activité ECO TVA : 3
 - Photovoltaïque : 2

1 se termine en 2025

6 se terminent en 2026

5 se terminent en 2027

3 se terminent en 2028

Focus sur le ratio d'endettement

CC de Parthenay-Gâtine

Données principales 2024

Dette : 9 637 000 € (254 €/hab)

Annuité : 1 876 000 € (49 €/hab)

Amortissement : 1 628 000 € (43 €/hab)

Intérêt : 248 000 € (7 €/hab)

Dotations : 2 720 000 € (72 €/hab)

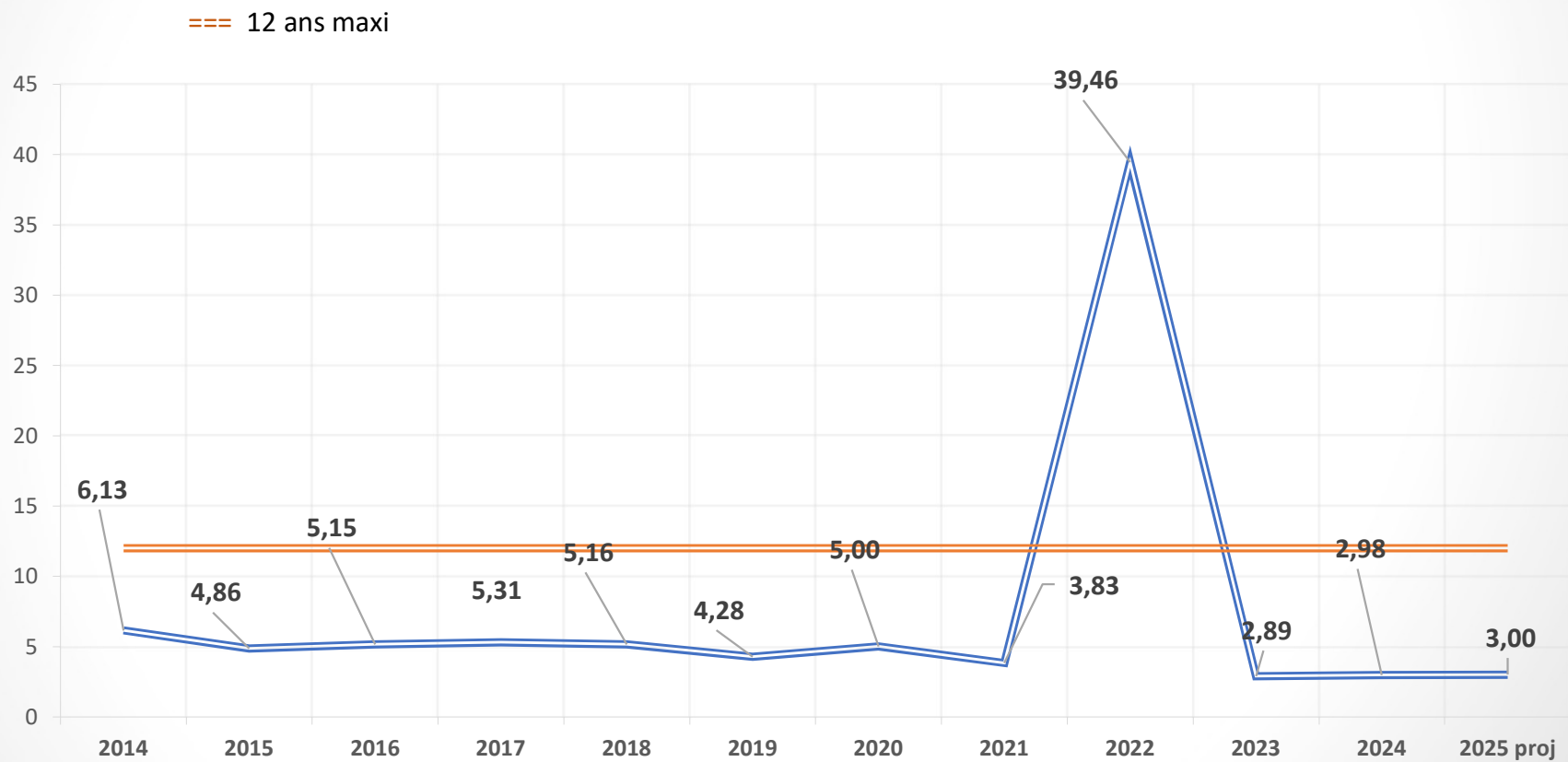
Population DGFIP : 38 013 hab.

Dette par habitant CC entre 30 000 et 40 000 habitants :

- CC Haut Val de Sèvre : 833 €/h
- CC Mellois : 289 €/h
- CC du Thouarsais : 535 €/h
- CC Vienne et Gartempe : 483 €/h
- CC Charente Limousine : 183 €/h
- CC du Pays de Fontenay-Vendée : 228 €/h

Capacité de désendettement

HISTORIQUE DE LA CAPACITÉ DE DÉSENETTEMENT 2014-2025



Les emprunts garantis

Référence	Référence contrepartie	Date de début	Date de fin	Pourcentage garanti	Montant initial garanti du contrat	CRD garanti	CRD total du contrat	Indexation	Contrepartie (nom officiel)	Montant garanti sur l'année
1362698 - P01 - Pret locatif a usage social	1362698	01/01/2019	01/08/2039	100,00%	597 309,77 €	436 554,99 €	436 554,99 €	Livret A + 1,00%	Caisse des Dépôts et Consignations	38 476,43 €
Projet Unutri CE-APC 20 ans	486272G	25/09/2023	25/09/2045	1,38%	55 000,00 €	55 000,00 €	4 000 000,00 €	Livret A + 0,60%	Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-charentes	1 720,73 €
Projet Unutri CE-APC 8 ans	486285G	25/09/2023	25/09/2033	1,37%	58 437,00 €	58 437,00 €	4 250 000,00 €	Euribor 3m + 0,80%, capé à 5,10%, flooré à 3,00%	Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-charentes	2 264,44 €
Projet Unutri CE-BPL 20 ans	B8523049	25/09/2023	25/09/2045	1,37%	54 960,00 €	54 960,00 €	4 000 000,00 €	Livret A + 0,60%	Caisse d'Epargne Bretagne et Pays de Loire	2 439,14 €
Projet Unutri CE-BPL 8 ans	B8523050	25/09/2023	25/09/2033	1,37%	58 400,00 €	58 400,00 €	4 250 000,00 €	Euribor 3m + 0,80%, capé à 5,10%, flooré à 3,00%	Caisse d'Epargne Bretagne et Pays de Loire	3 737,75 €
Projet Unutri SG 20 ans		25/09/2023	25/09/2045	1,37%	109 920,00 €	109 920,00 €	8 000 000,00 €	Si 0% <= (Euribor 3m - Inflation annuelle France AFT) - 3,3% alors Inflation annuelle France AFT - 4% sinon Euribor 3m + 0,7%	Société Générale	2 114,86 €
Projet Unutri SG 8ans		25/09/2023	25/09/2033	1,37%	116 790,00 €	116 790,00 €	8 500 000,00 €	Taux fixe à 4,09%	Société Générale	4 843,87 €
					1 050 816,77	890 061,99	33 436 554,99			55 597,22

Les Ressources Humaines

Les effectifs et le temps de travail

	2024		2025	
Catégorie	Effectif	ETP	Effectif	ETP
Catégorie A	37	29,77	32	29,29
Catégorie B	71	53,08	72	55,49
Catégorie C	294	198,78	337	196,77
Autres	6	1,71	9	4,23
Totaux	469	283,34	450	285,78

Durée effectives du travail (en heures)	
2022	543 762,76
2023	534 946,15
2024	541 160,23
2025 au 30/09	423 268,79

Les Ressources Humaines

La masse salariale - 2025

	
Age moyen 41,07	Age moyen 41,04
Effectifs 23%	Effectifs 77%

AGE DES EFFECTIFS

	Age minimum	Age moyen	Age maximum
Titulaires	20 ans	48 ans	67 ans
Contractuels de droit public	16 ans	34 ans	68 ans
Contractuels de droit privé	16 ans	21 ans	26 ans
Vacataires	34 ans	45 ans	60 ans
Autres	19 ans	28 ans	56 ans

Les Ressources Humaines – La formation

Par jours - CCPG					
2022	Fonctionnaires		Contractuels sur emploi permanent		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Catégorie A	16	44	11	0	71
Catégorie B	19,5	74	24,5	12	130
Catégorie C	44,5	279,5	16,5	70,5	411
TOTAL	80	397,5	52	82,5	612

2023	Fonctionnaires		Contractuels sur emploi permanent		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Catégorie A	15	49	15	4	83
Catégorie B	28,5	84,5	61	24	198
Catégorie C	63	342	17	60	482
TOTAL	106,5	475,5	93	88	763

2024	Fonctionnaires		Contractuels sur emploi permanent		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Catégorie A	17	48	11	2	78
Catégorie B	34	140	3	23	200
Catégorie C	86	159	16,5	55	316,5
TOTAL	137	347	30,5	80	594,5

2025 au 15/09/2025	Fonctionnaires		Contractuels sur emploi permanent		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Catégorie A	6	30	0	2	38
Catégorie B	25	74	15	24,5	138,5
Catégorie C	14	138	2	77,5	231,5
TOTAL	45	242	17	104	408

Par personne - CCPG					
2022	Fonctionnaires		Contractuels sur emploi permanent		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Catégorie A	4	10	4	1	19
Catégorie B	8	15	8	5	36
Catégorie C	10	80	4	40	134
TOTAL	22	105	16	46	189

2023	Fonctionnaires		Contractuels sur emploi permanent		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Catégorie A	2	12	3	2	19
Catégorie B	9	20	8	8	45
Catégorie C	18	72	4	21	115
TOTAL	29	104	15	31	179

2024	Fonctionnaires		Contractuels sur emploi permanent		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Catégorie A	6	11	3	1	21
Catégorie B	3	17	1	5	26
Catégorie C	10	45	4	17	76
TOTAL	19	73	8	23	123

2025 au 15/09/2025	Fonctionnaires		Contractuels sur emploi permanent		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Catégorie A	2	9	0	1	12
Catégorie B	9	14	9	7	39
Catégorie C	5	42	1	33	81
TOTAL	16	65	10	41	132

4) Les orientations budgétaires 2026

*Préserver les équilibres pour maintenir un niveau
d'investissement nécessaire pour le territoire*

Une construction prudente - Lettre de cadrage budgétaire et hypothèses budgétaires en cohérence avec la trajectoire

Contexte : **Incertitude sur les mesures du PLF 2026**

Dépenses :

- Chapitre 011 : + **1,5 %** au global - Toute augmentation ne pourra être validée qu'entre contrepartie de recherche d'économies ou optimisation des recettes
- Chapitre 012 :
 - Sera limité à + **3,5 %** en intégrant l'évolution de l'indice GVT, du l'évolution du point d'indice et de l'augmentation de la cotisation CNRACL (+ 3 pts)
- Chapitre 65 : **Ne pas dépasser le budget 2025**

Recettes :

- **+ 2 %** avec un ajustement de la tarification, l'accroissement de la fréquentation, le développement de nouvelles prestations, la redéfinition des modalités financières des services communs et l'optimisation des financements extérieurs

Investissements :

Les nouvelles inscriptions au PPI seront conditionnées aux subventions sollicitées auprès de tous les financeurs. En cas de non-obtention, le projet sera à requestionner

Hypothèses de travail pour la 1^{ère} maquette 2026

- Sur les recettes :
 - Taux de fiscalité inchangée avec prise en compte de l'augmentation des bases de 0,8 % et prudence sur le produit fiscal
 - Modification du FCTVA
 - Prudence sur les dotations
- Sur les dépenses :
 - Budget de continuité – pas de projet nouveau (sauf exception)
 - Maintien de la politique de subventionnement aux associations
 - Maintien de la subvention au CIAS
 - 3 postes arbitrés pour le chapitre 012 :
 - Référent parentalité , Technicien piscine, Agent de suivi des biodéchets et des déchets verts

Orientation 1 : se rapprocher de la trajectoire budgétaire

- **Moyens**

- Rationalisation et maîtrise des dépenses : Chapitre 011, 012, 65
- Optimisation des recettes – maintenir une progression des recettes supérieures aux dépenses :
 - Optimisation des financements
 - Mise en place d'une politique de tarification à moyen terme
 - Fiscalité locale

- **3 indicateurs de pilotage**

- Epargne Brute
- Epargne Nette
- Capacité de désendettement

prospective

Budget principal	CA 2023	CA 2024	BP 2025	BP 2026	BP 2027	BP 2028	BP 2029	BP 2030
Recettes de Fonctionnement	27 761 618,97 €	29 370 745,61 €	29 493 058,00 €	29 939 164,70 €	30 420 907,13 €	31 313 211,40 €	31 413 275,75 €	31 924 504,67 €
Dépenses de fonctionnement	25 347 464,02 €	26 746 591,33 €	27 825 261,56 €	28 712 452,04 €	29 115 987,87 €	29 894 729,08 €	29 682 813,02 €	29 871 366,93 €
Epargne Brute	2 414 154,95 €	2 624 154,28 €	1 667 796,44 €	1 226 712,66 €	1 304 919,27 €	1 418 482,32 €	1 730 462,73 €	2 053 137,75 €
Capital remboursé	632 959,70 €	659 542,63 €	780 000,00 €	829 497,49 €	890 925,45 €	862 417,94 €	837 033,20 €	856 942,26 €
Epargne nette	1 781 195,25 €	1 964 611,65 €	887 796,44 €	397 215,17 €	413 993,82 €	556 064,38 €	893 429,53 €	1 196 195,49 €
Dépenses d'Investissement	2 434 194,62 €	4 035 883,87 €	8 468 651,50 €	6 227 592,00 €	3 962 749,00 €	1 652 920,00 €	1 620 055,00 €	1 638 400,00 €
Recettes d'Investissement	1 342 433,61 €	3 419 101,19 €	3 393 182,00 €	4 224 626,19 €	1 603 649,35 €	571 145,00 €	565 753,82 €	568 763,14 €
Emprunt	- 689 434,24 €	- 1 347 828,97 €	4 187 673,06 €	1 605 750,63 €	1 945 105,84 €	525 710,63 €	160 871,65 €	- 126 558,62 €
Encours de la dette au 31/12/N	6 978 543,38 €	7 819 000,75 €	11 226 673,81 €	12 002 926,95 €	13 057 107,34 €	12 720 400,02 €	12 044 238,47 €	11 060 737,59 €
Capacité de désendettement	2,9	3,0	6,7	9,8	10,0	9,0	7,0	5,4
Taux d'épargne nette	6,4%	6,7%	3,0%	1,3%	1,4%	1,8%	2,8%	3,7%
Taux d'épargne Brute	8,7%	8,9%	5,7%	4,1%	4,3%	4,5%	5,5%	6,4%
PPI								
Rayonnement	239 688,52 €	128 127,83 €	157 020,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
Jeunesse et parcours éducatifs	1 924 466,02 €	3 389 840,29 €	6 672 915,53 €	5 160 362,00 €	3 154 000,00 €	1 054 000,00 €	1 054 000,00 €	1 054 000,00 €
Coopération territoriale	222 678,84 €	517 915,75 €	1 638 715,97 €	805 030,00 €	546 549,00 €	563 920,00 €	556 055,00 €	574 400,00 €
Solidarités	47 361,24 €	- €	- €	227 200,00 €	227 200,00 €	- €	- €	- €
Dépenses	2 434 194,62 €	4 035 883,87 €	8 468 651,50 €	6 227 592,00 €	3 962 749,00 €	1 652 920,00 €	1 620 055,00 €	1 638 400,00 €
Recettes d'investissement	498 083,43 €	1 230 386,16 €	2 003 984,41 €	3 203 052,00 €	953 600,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €
FCTVA	244 350,18 €	688 715,03 €	1 389 197,59 €	1 021 574,19 €	650 049,35 €	271 145,00 €	265 753,82 €	268 763,14 €
Emprunt réalisé	600 000,00 €	1 500 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Recettes	1 342 433,61 €	3 419 101,19 €	3 393 182,00 €	4 224 626,19 €	1 603 649,35 €	571 145,00 €	565 753,82 €	568 763,14 €
Besoin de financement			5 075 469,50 €	2 002 965,81 €	2 359 099,65 €	1 081 775,00 €	1 054 301,18 €	1 069 636,86 €

Trajectoire actualisée au BP 2025
Cohérence avec lettre de cadrage 2026

Ajustements à travailler

Garder le CAP en se rapprochant de la prospective



012 : Retravailler les montants

042 : Réduire les opérations d'amortissement

Au 011 ? → déjà arbitré lors des rdvs budgétaires avec les services

Augmenter les taux de fiscalité ?

Orientation 2 : prudence et optimisation sur les recettes

- **Prudence sur le produit fiscal :**
 - Stabilité des taux
 - Évolution des valeurs locatives : hypothèse 0,8 %
 - Prélèvement sur les allocations compensatrices : - 193 000 €
 - Prudence sur le reversement de TVA
- **Prudence sur les dotations**
- **Recettes de services :**
- **refacturation des services communs au coût réel**
 - » DSI : **modification sept. 2025 : tarification au coût réel → + 300 K€**
 - » ADS :
 - 2024 : maintien de la tarification mais système d'entrée dans le service commun permettant de résorber le déficit prévisionnel
 - **effet BP 2026** après entrée en vigueur du PLUi et adhésion des 38 communes → **+ 30 K€**
- **Travail sur l'augmentation des recettes des services (en cours – effet à moyen terme)**

Orientation 3 : maîtrise des dépenses de fonctionnement

- Pas de nouveaux projets sauf :
 - FLIP : 40^{ème} anniversaire ➔ + 40 000 €
 - Prestation de gestion des aires d'accueil des gens du voyage externalisée
 - Nouveau marché de maintenance des piscines ➔ - 134 000 €
 - des contributions obligatoires en hausse

Dépenses de fonctionnement :

- Attention particulière aux dépenses à caractère général
- Charges contraintes
 - Contributions syndicales : CA 2025 : 430 510 €
- PETR : 40 989 € (cotisation tourisme et PCAET) + *181k€ (BA)*
- SM Bassin Sèvre Niortaise : 13 500 €
- SM Bassin Sèvre Nantaise : 5 400 €
- SM Vallée du Clain Sud : 42 000 €
- Syndicat du Clain aval : 16 500 €
- SM Vallée du Thouet : 135 401 € SMC : 115 710 €
- SMITED : 50 000 €
- SM DS Numérique : 11 412 €

→ BP 2026 : 452 484 € (BP)

Equilibre budgétaire 2026 - Fonctionnement

				08/12/2025						
Étiquettes de lignes	CA 2024	BP 2025	BP+2025	Réalisé 2025	DEMANDE 2026	Diff De26 - BP+25	%De26	ARBITRE 2026	Diff Ar26 - BP+25	%Ar26
D	31 585 788,86 €	36 805 220,78 €	37 970 666,56 €	30 778 818,98 €	36 315 005,00 €	- 1 655 661,56 €	-4,4%	35 586 593,00 €	- 2 384 073,56 €	-6,3%
F	26 746 591,33 €	27 825 261,56 €	28 205 332,56 €	24 292 934,44 €	29 422 413,00 €	1 217 080,44 €	4,3%	28 620 376,00 €	415 043,44 €	1,5%
011 - Charges à caractère général	8 336 244,99 €	8 650 658,00 €	8 673 357,50 €	6 194 638,26 €	9 149 759,00 €	476 401,50 €	5,5%	9 051 784,00 €	378 426,50 €	4,4%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	11 975 620,21 €	12 677 466,56 €	12 677 466,56 €	12 450 922,37 €	13 812 858,00 €	1 135 391,44 €	9,0%	13 155 520,00 €	478 053,44 €	3,8%
014 - Atténuations de produits	2 394 516,04 €	2 380 200,00 €	2 380 200,00 €	2 080 236,80 €	2 298 200,00 €	- 82 000,00 €	-3,4%	2 298 200,00 €	- 82 000,00 €	-3,4%
65 - Autres charges de gestion courante	3 643 592,44 €	3 559 737,00 €	3 861 777,50 €	3 241 490,73 €	3 663 896,00 €	- 197 881,50 €	-5,1%	3 647 172,00 €	- 214 605,50 €	-5,6%
66 - Charges financières	258 619,38 €	327 200,00 €	327 200,00 €	159 939,05 €	323 700,00 €	- 3 500,00 €	-1,1%	293 700,00 €	- 33 500,00 €	-10,2%
67 - Charges spécifiques	13 872,27 €	5 000,00 €	60 331,00 €	1 084,91 €	4 000,00 €	- 56 331,00 €	-93,4%	4 000,00 €	- 56 331,00 €	-93,4%
68 - Dotations aux provisions et dépréciations	124 126,00 €	225 000,00 €	225 000,00 €	164 622,32 €	170 000,00 €	- 55 000,00 €	-24,4%	170 000,00 €	- 55 000,00 €	-24,4%
I	4 839 197,53 €	8 979 959,22 €	9 765 334,00 €	6 485 884,54 €	6 892 592,00 €	- 2 872 742,00 €	-29,4%	6 966 217,00 €	- 2 799 117,00 €	-28,7%
R	34 111 697,46 €	37 293 932,06 €	37 970 666,56 €	28 812 912,91 €	28 509 814,79 €	- 9 460 851,77 €	-24,9%	29 049 252,79 €	- 8 921 413,77 €	-23,5%
F	29 370 742,15 €	31 670 702,00 €	32 042 866,00 €	26 157 238,20 €	28 499 114,79 €	- 3 543 751,21 €	-11,1%	29 038 552,79 €	- 3 004 313,21 €	-9,4%
002 - Résultat de fonctionnement reporté	- €	2 177 643,21 €	2 177 643,21 €	- €	- €	- 2 177 643,21 €	-100,0%	- €	- 2 177 643,21 €	-100,0%
013 - Atténuations de charges	252 159,31 €	240 000,79 €	240 000,79 €	273 616,22 €	240 000,79 €	- €	0,0%	240 000,79 €	- €	0,0%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 602 782,14 €	3 686 050,00 €	3 821 381,00 €	2 690 534,29 €	3 384 347,00 €	- 437 034,00 €	-11,4%	3 929 212,00 €	107 831,00 €	2,8%
73 - Impôts et taxes	8 042 779,70 €	8 055 000,00 €	8 105 000,00 €	7 379 446,70 €	7 966 000,00 €	- 139 000,00 €	-1,7%	7 898 000,00 €	- 207 000,00 €	-2,6%
731 - Fiscalité locale	11 346 971,49 €	11 548 285,00 €	11 548 285,00 €	10 437 736,36 €	11 403 700,00 €	- 144 585,00 €	-1,3%	11 497 000,00 €	- 51 285,00 €	-0,4%
74 - Dotations et participations	5 363 479,41 €	5 333 447,00 €	5 520 280,00 €	4 950 323,39 €	5 347 317,00 €	- 172 963,00 €	-3,1%	5 357 090,00 €	- 163 190,00 €	-3,0%
75 - Autres produits de gestion courante	349 095,32 €	502 400,00 €	502 400,00 €	402 977,15 €	154 300,00 €	- 348 100,00 €	-69,3%	115 800,00 €	- 386 600,00 €	-77,0%
76 - Produits financiers	996,54 €	750,00 €	750,00 €	2 529,12 €	450,00 €	- 300,00 €	-40,0%	450,00 €	- 300,00 €	-40,0%
77 - Produits spécifiques	40 478,24 €	3 000,00 €	3 000,00 €	20 074,97 €	3 000,00 €	- €	0,0%	1 000,00 €	- 2 000,00 €	-66,7%
78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	372 000,00 €	124 126,00 €	124 126,00 €	- €	- €	- 124 126,00 €	-100,0%	- €	- 124 126,00 €	-100,0%
I	4 740 955,31 €	5 623 230,06 €	5 927 800,56 €	2 655 674,71 €	10 700,00 €	- 5 917 100,56 €	-99,8%	10 700,00 €	- 5 917 100,56 €	-99,8%

Budget 2026 – Section de fonctionnement



Impacts au 011 :

Déchets : **+ 200 à 300 000 €**
pour le SMC et le SMITED avec
l'hypothèse d'une TVA à 5,5 %

Marché d'exploitation des
Piscines : ➔ **- 134 000 €**

Budget 2026 – Section de fonctionnement

Focus
sur le
012 :

Postes validés :

- ➔ Référent parentalité
 - ➔ Technicien piscine
 - ➔ Agent de suivi des biodéchets et des déchets verts
- ➔ + 140 000 €

Augmentation de 3 points CNRACL : + 121 000 €

Coût de versement de l'allocation chômage :

+ 24 000 €

GVT : + 41 000 €

Les recrutements 2025 en année pleine en 2026 :

+ 270 000 €

Impact des mesures PSC inconnus à ce jour (*donnée 2025 :
23 500 € Prévoyance / 24 300 € Mutuelle*)

+ 596 000 €

Maintien de la subvention aux associations et au CIAS

Focus CIAS

Budget Principal

- Baisse de la participation à la DSI
- Augmentation du coût des licences
- Maintien du versement des subventions aux associations (90 000 €)

Budget SAAD

Budget SSIAD

- Retour à l'équilibre

Chantier d'insertion

- Incertitude sur les subventions
- Budget en déficit
- 15 personnes suivis
- 3 encadrants permanents
- Subventions aux chantiers d'insertion de Secondigny et Ménigoute (29 000 €)

Orientation 4 : Priorités d'investissement maintenues

- **Principaux projets : cycle d'investissement de la mandature**
- Jeunesse :
 - ALSH St-Martin du Fouilloux : 465 000 €
 - MEF de Ménigoute : 333 000 €
 - Maurice Caillon : 150 000 €
- Dont scolaire :
 - Ecole de Thénézay : 79 500 €
 - Ecole de Gourgé : 15 000 €
- Équipements sportifs
 - Complexe Léo Lagrange : 101 700 €
 - Piscine St-Aubin le Cloud : 474 500 €
 - Piscine Gatinéo : 400 900 €
 - Complexe sportif de Secondigny : 202 000 €

Avec une attention sur le niveau de subventionnement :

Ludothèque : 690 000 € (à revalider en CC en fonction du niveau de subventionnement obtenu)

Orientation 5 : Stabiliser le PPI à 2030

- **Enjeux :**

- Travail de clarification et stabilisation du PPI (dans le cadre du travail d'optimisation budgétaire)
- Traduction en APCP dès validation d'opérations
- Elaboration d'un schéma directeur immobilier

- **Priorités :**

- Rénovation des écoles liée à la réflexion sur la carte scolaire
- Performance énergétique des bâtiments (aspect réglementaire, environnemental, financier)
- exercice des compétences obligatoires (déchets, ADGV)

PPI actualisé

PPI MODIFIÉ AU BUDGET 2026		2025	2026	2027	2028	2029	2030
Qu'est-ce qui va changer ?		Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Rayonnement	Aménagement du territoire	111 920,00	50 000,00	25 000,00	25 000,00	-	-
	Economie	31 250,00	31 250,00	-	-	-	-
	Tourisme et Patrimoine	3 850,00	-	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
	FLIP	10 000,00	10 000,00	7 500,00	7 500,00	7 500,00	7 500,00
		157 020,00	91 250,00	36 500,00	36 500,00	11 500,00	11 500,00
Coopération Territoriale	Bâtiments	537 152,05	370 000,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
	<i>Dont Voirie communautaire</i>		<i>120 000,00</i>				
	<i>Dont Gendarmerie de Secondigny</i>		<i>45 000,00</i>				
	Intendance	8 000,00	31 300,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00
	Communication	28 440,98	28 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
	Informatique	476 657,83	524 482,00	125 548,45	142 920,00	135 054,40	153 398,45
	<i>Dont Cybersécurité</i>	<i>155 250,00</i>	<i>40 000,00</i>	<i>20 000,00</i>	<i>20 000,00</i>	<i>20 000,00</i>	<i>20 000,00</i>
	Gestion et prévention des déchets	568 265,11	420 000,00	230 000,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
	Divers	20 200,00	-	-	-	-	-
		1 488 715,97	1 373 782,00	666 548,45	563 920,00	556 054,40	574 398,45
Solidarité	Action sociale	-	340 000,00	610 035,00			
		-	340 000,00	610 035,00	-	-	-
		8 468 651,50	6 114 032,00	5 600 483,45	5 229 020,00	2 364 554,40	1 752 898,45

Sur BA Activités ECO : Espace 66 : Réhabilitation et Rénovation énergétique

2026 : 100 000 € / 2027 : 1 612 000 €

PPI actualisé

PPI MODIFIÉ AU BUDGET 2026		2025	2026	2027	2028	2029	2030
Qu'est-ce qui va changer ?		Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Jeunesse et Parcours Educatif	Affaires scolaires	740 773,48	1 177 500,00	2 245 200,00	2 374 000,00	1 085 000,00	1 085 000,00
	<i>Dont Entretien des écoles</i>		945 000,00	945 000,00	945 000,00	945 000,00	945 000,00
	<i>Dont Ecole de Thénezay</i>	24 616,00	79 500,00	560 200,00	939 000,00	-	-
	<i>Dont Ecole de Gourgé</i>	-	15 000,00	600 000,00	350 000,00	-	-
	<i>Dont Végétalisation des cours</i>	-	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
	Jeunesse	5 113 457,88	968 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
	<i>Dont Centre Maurice Caillon</i>	4 366 250,00	150 000,00	-	-	-	-
	<i>Dont ALSH St-Martin du Fouilloux</i>		465 000,00	-	-	-	-
	<i>Dont MEF de Ménigoute</i>		333 000,00	-	-	-	-
	Petite Enfance	121 083,27	135 500,00	-	-	-	-
	<i>Dont mobilier petite enfance</i>	50 000,00	-	-	-	-	-
	<i>Dont Crèche Les Lucioles</i>		75 000,00	-	-	-	-
	Médiathèques, Ludothèque, CTEAC et réseau SouRces	237 611,72	750 300,00	899 000,00	1 314 000,00	669 000,00	39 000,00
	<i>Dont Ludothèque</i>		690 000,00	765 000,00	-	-	-
	<i>Dont Médiathèque</i>		25 000,00	120 000,00	1 300 000,00	650 000,00	20 000,00
	Enseignement Artistique	67 126,53	98 600,00	496 200,00	907 600,00	10 000,00	10 000,00
	<i>Dont Ecole de Musique</i>		74 800,00	486 200,00	897 600,00	-	-
	Sports	542 862,65	1 179 100,00	637 000,00	23 000,00	23 000,00	23 000,00
	<i>Dont Léo Lagrange</i>	51 712,25	101 700,00	-	-	-	-
	<i>Dont Piscine Gatinéo</i>	263 316,40	400 900,00	400 000,00	-	-	-
	<i>Dont Piscine St-Aubin</i>	200 000,00	474 500,00	214 000,00	-	-	-
	<i>Dont Complexe Sportif de Secondigny</i>		202 000,00	-	-	-	-
		6 822 915,53	4 309 000,00	4 287 400,00	4 628 600,00	1 797 000,00	1 167 000,00
		8 468 651,50	6 114 032,00	5 600 483,45	5 229 020,00	2 364 554,40	1 752 898,45

Equilibre budgétaire 2026 projeté – Fonctionnement

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté	PROJET 2026 au 08/12	RECETTES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté	PROJET 2026 au 08/12
011 - Charges à caractère général	8 673 357,50 €	8 530 245,99 €	8 589 960,00 €	002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent)	2 177 643,21 €	0,00 €	0,00 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	12 677 466,56 €	12 450 922,37 €	13 005 520,00 €	013 - Atténuations de charges	240 000,79 €	250 000,00 €	240 000,00 €
014 - Atténuations de produits	2 380 200,00 €	2 160 364,05 €	2 298 200,00 €	70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 821 381,00 €	3 665 189,60 €	3 929 212,00 €
022 - Dépenses imprévues (pour équilibre)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	73 - Impôts et taxes	8 105 000,00 €	8 111 261,40 €	7 898 000,00 €
023 - Virement à la section d'investissement	2 607 533,44 €	0,00 €	0,00 €	731 - Fiscalité locale	11 548 285,00 €	11 351 530,36 €	11 497 000,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	3 861 777,50 €	3 673 686,60 €	3 647 172,00 €	74 - Dotations, subventions et participations	5 520 280,00 €	5 230 239,63 €	5 357 090,00 €
66 - Charges financières	327 200,00 €	236 383,78 €	293 700,00 €	75 - Autres produits de gestion courante	502 400,00 €	418 636,66 €	115 800,00 €
67 - Charges exceptionnelles	60 331,00 €	1 195,19 €	4 000,00 €	76 - Produits financiers	750,00 €	2 529,12 €	450,00 €
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	225 000,00 €	164 622,32 €	170 000,00 €	77 - Produits spécifiques	3 000,00 €	20 074,97 €	1 000,00 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 350 000,00 €	1 096 963,64 €	1 150 000,00 €	78 - Reprise provision	124 126,00 €	0,00 €	0,00 €
				042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 000,00 €	75 801,41 €	120 000,00 €
TOTAL OPERATION REELLES	28 205 332,56 €	27 217 420,30 €	28 008 552,00 €	TOTAL OPERATION REELLES	32 042 866,00 €	29 049 461,74 €	29 038 552,00 €
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	3 957 533,44 €	1 096 963,64 €	1 150 000,00 €	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	120 000,00 €	75 801,41 €	120 000,00 €
TOTAL DEPENSES	32 162 866,00 €	28 314 383,94 €	29 158 552,00 €	TOTAL RECETTES	32 162 866,00 €	29 125 263,15 €	29 158 552,00 €
CAF BRUTE sans l'excédent	1 659 890,23 €	1 832 041,44 €	1 030 000,00 €		0,00 €	810 879,21 €	0,00 €
Remboursement de capital	780 000,00 €	749 134,18 €	742 000,00 €				
CAF NETTE	879 890,23 €	1 082 907,26 €	288 000,00 €				

MAJ Commission générale

Objectif à atteindre pour cet équilibre :

Réduire le 011 de 461 824 € / réduire le 012 de 150 000 € / réduire le 042 à 1 150 000 €

DOB 2026

16/01/2026

Equilibre budgétaire 2026 projeté – Fonctionnement

SECTION DE FONCTIONNEMENT							
DEPENSES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté	PROJET 2026 au 18/12	RECETTES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté	PROJET 2026 au 18/12
011 - Charges à caractère général	8 673 357,50 €	8 530 245,99 €	8 589 960,00 €	002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent)	2 177 643,21 €	0,00 €	0,00 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	12 677 466,56 €	12 450 922,37 €	13 155 520,00 €	013 - Atténuations de charges	240 000,79 €	250 000,00 €	240 000,00 €
014 - Atténuations de produits	2 380 200,00 €	2 160 364,05 €	2 298 200,00 €	70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 821 381,00 €	3 665 189,60 €	3 929 212,00 €
022 - Dépenses imprévues (pour équilibre)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	73 - Impôts et taxes	8 105 000,00 €	8 111 261,40 €	8 077 200,00 €
023 - Virement à la section d'investissement	2 607 533,44 €	0,00 €	66 821,00 €	731 - Fiscalité locale	11 548 285,00 €	11 351 530,36 €	11 534 621,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	3 861 777,50 €	3 673 686,60 €	3 647 172,00 €	74 - Dotations, subventions et participations	5 520 280,00 €	5 230 239,63 €	5 357 090,00 €
66 - Charges financières	327 200,00 €	236 383,78 €	293 700,00 €	75 - Autres produits de gestion courante	502 400,00 €	418 636,66 €	115 800,00 €
67 - Charges exceptionnelles	60 331,00 €	1 195,19 €	4 000,00 €	76 - Produits financiers	750,00 €	2 529,12 €	450,00 €
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	225 000,00 €	164 622,32 €	170 000,00 €	77 - Produits spécifiques	3 000,00 €	20 074,97 €	1 000,00 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 350 000,00 €	1 096 963,64 €	1 150 000,00 €	78 - Reprise provision	124 126,00 €	0,00 €	0,00 €
				042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 000,00 €	75 801,41 €	120 000,00 €
TOTAL OPERATION REELLES	28 205 332,56 €	27 217 420,30 €	28 158 552,00 €	TOTAL OPERATION REELLES	32 042 866,00 €	29 049 461,74 €	29 255 373,00 €
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	3 957 533,44 €	1 096 963,64 €	1 216 821,00 €	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	120 000,00 €	75 801,41 €	120 000,00 €
TOTAL DEPENSES	32 162 866,00 €	28 314 383,94 €	29 375 373,00 €	TOTAL RECETTES	32 162 866,00 €	29 125 263,15 €	29 375 373,00 €
CAF BRUTE sans l'excédent	1 659 890,23 €	1 832 041,44 €	1 096 821,00 €		0,00 €	810 879,21 €	0,00 €
Remboursement de capital	780 000,00 €	749 134,18 €	742 000,00 €				
CAF NETTE	879 890,23 €	1 082 907,26 €	354 821,00 €				

Objectif à atteindre pour cet équilibre :
Réduire le 011 de 461 824 € / réduire le 042 à 1 150 000 €

Equilibre budgétaire 2026 projeté – Investissement

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté	PROJET 2026 au 08/12	RECETTES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté	PROJET 2026 au 08/12
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	412 849,51 €			001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté			
RESTE A REALISER	684 541,78 €		0,00 €	RESTE A REALISER	195 830,50 €		0,00 €
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 000,00 €	75 801,41 €	120 000,00 €	021 - Virement de la section de fonctionnement	2 607 533,44 €	0,00 €	0,00 €
041 - Opérations patrimoniales	602 780,00 €	264 698,73 €	388 000,00 €	024 - Produits de cessions	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	780 000,00 €	749 134,18 €	742 000,00 €	040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 350 000,00 €	1 096 963,64 €	1 150 000,00 €
165 - Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00 €	0,00 €	3 000,00 €	041 - Opérations patrimoniales	602 780,00 €	264 698,73 €	388 000,00 €
20 - Immobilisations incorporelles	449 220,00 €	214 628,34 €	6 082 782,00 €	10 - Dotations, fonds divers et réserves	587 000,00 €	842 629,20 €	0,00 €
204 - Subventions d'équipement versées	56 250,00 €	0,00 €		1068 - Affectation du résultat	901 560,79 €	901 560,79 €	0,00 €
21 - Immobilisations corporelles	900 693,00 €	552 400,71 €		13 - Subventions d'investissement	1 710 622,83 €	1 392 688,83 €	1 235 109,00 €
23 - Immobilisations en cours	6 478 779,71 €	5 072 382,39 €		16 - Emprunts et dettes assimilées	2 312 755,36 €	1 000 000,00 €	4 521 973,00 €
27 - Autres immobilisations financières	0,00 €	0,00 €		165 - Dépôts et cautionnements versés	3 000,00 €	0,00 €	3 000,00 €
				23 - Immobilisations en cours	0,00 €	1 893,11 €	0,00 €
				27 - Autres immobilisations financières	217 031,08 €	216 902,78 €	7 700,00 €
TOTAL OPERATION REELLES	9 765 334,00 €	6 588 545,62 €	6 827 782,00 €	TOTAL OPERATION REELLES	5 927 800,56 €	4 353 781,60 €	5 767 782,00 €
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	722 780,00 €	340 500,14 €	508 000,00 €	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	4 560 313,44 €	1 361 662,37 €	1 568 000,00 €
TOTAL DEPENSES	10 488 114,00 €	6 929 045,76 €	7 335 782,00 €	TOTAL RECETTES	10 488 114,00 €	5 715 443,97 €	7 335 782,00 €
				diff R/D	0,00 €	-1 213 601,79 €	0,00 €

NB : besoin de financement réduit p/ Com gé –
corrigé des subventions d'investissement
Modification FCTVA

Equilibre budgétaire 2026 projeté – Investissement

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté	PROJET 2026 au 18/12	RECETTES	BP+ 2025	CA 2025 Projeté	PROJET 2026 au 18/12
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	412 849,51 €			001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté			
RESTE A REALISER	684 541,78 €		0,00 €	RESTE A REALISER	195 830,50 €		0,00 €
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 000,00 €	75 801,41 €	120 000,00 €	021 - Virement de la section de fonctionnement	2 607 533,44 €	0,00 €	66 821,00 €
041 - Opérations patrimoniales	602 780,00 €	264 698,73 €	388 000,00 €	024 - Produits de cessions	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	780 000,00 €	749 134,18 €	742 000,00 €	040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 350 000,00 €	1 096 963,64 €	1 150 000,00 €
165 - Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00 €	0,00 €	3 000,00 €	041 - Opérations patrimoniales	602 780,00 €	264 698,73 €	388 000,00 €
20 - Immobilisations incorporelles	449 220,00 €	214 628,34 €		10 - Dotations, fonds divers et réserves	587 000,00 €	842 629,20 €	0,00 €
204 - Subventions d'équipement versées	56 250,00 €	0,00 €		1068 - Affectation du résultat	901 560,79 €	901 560,79 €	0,00 €
21 - Immobilisations corporelles	900 693,00 €	552 400,71 €	6 114 032,00 €	13 - Subventions d'investissement	1 710 622,83 €	1 392 688,83 €	1 235 109,00 €
23 - Immobilisations en cours	6 478 779,71 €	5 072 382,39 €		16 - Emprunts et dettes assimilées	2 312 755,36 €	1 000 000,00 €	4 486 402,00 €
27 - Autres immobilisations financières	0,00 €	0,00 €		165 - Dépôts et cautionnements versés	3 000,00 €	0,00 €	3 000,00 €
				23 - Immobilisations en cours	0,00 €	1 893,11 €	0,00 €
				27 - Autres immobilisations financières	217 031,08 €	216 902,78 €	7 700,00 €
TOTAL OPERATION REELLES	9 765 334,00 €	6 588 545,62 €	6 859 032,00 €	TOTAL OPERATION REELLES	5 927 800,56 €	4 353 781,60 €	5 732 211,00 €
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	722 780,00 €	340 500,14 €	508 000,00 €	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	4 560 313,44 €	1 361 662,37 €	1 634 821,00 €
TOTAL DEPENSES	10 488 114,00 €	6 929 045,76 €	7 367 032,00 €	TOTAL RECETTES	10 488 114,00 €	5 715 443,97 €	7 367 032,00 €
				diff R/D	0,00 €	-1 213 601,79 €	0,00 €

NB : MAJ DOB au 18/12/2025

besoin de financement réduit p/ Com gé – corrigé
des subventions d'investissement
Modification FCTVA

DOB 2026 – AP/CP

code	opé	AUTORISATIONS DE PROGRAMME MILLESIME	Observations	Durée	Montant de l'AP	Crédits de Paiement								Subvention
						Avant 2020	2020	2021	2022	2023	2024	2025 Au 15/12	2026	
AP 2022 -														
1AP22	8028	Travaux école de Viennay		3	1 252 041,66 €				5 200,00 €	214 799,00 €	874 090,77 €	157 951,89 €		435 256,00 €
2AP22	8029	Pôle multi accueil M. Caillon		3	5 538 052,70 €				26 430,00 €	220 537,00 €	860 291,15 €	4 130 794,55 €	300 000,00 €	1 080 000,00 €
3AP22	8030	Travaux école de Pompaire et sinistre		3	799 739,58 €				114 820,00 €	372 306,00 €	307 910,94 €	4 702,64 €		154 095,00 €
4AP22	8031	Participation financement Campus des métiers Niort		4	125 000,00 €				31 250,00 €	31 250,00 €	31 250,00 €	0,00 €	31 250,00 €	0,00 €
Total AP 2022					7 714 833,94 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	177 700,00 €	838 892,00 €	2 073 542,86 €	4 293 449,08 €	331 250,00 €	1 669 351,00 €
AP 2021 -														
1AP21	8027	Travaux Ecole de Reffannes	Clôturé au 31/12/2022	2	1 042 860,00 €			958 560,00 €	84 300,00 €					660 100,00 €
Total AP 2021					1 042 860,00 €	0,00 €	0,00 €	958 560,00 €	84 300,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	660 100,00 €
AP 2020 -														
1AP20	8022	aide économique EURL BLANC	Clôturé au 31/12/2022	2	40 000,00 €		20 000,00 €		20 000,00 €					
2AP20	8023	aide économique FAVID		4	100 000,00 €		25 000,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €				
3AP20	8024	aide économique MSI	Clôturé au 31/12/2022	3	50 000,00 €		20 000,00 €	20 000,00 €	10 000,00 €					
4AP20	8025	Campus Secondigny		4	247 070,00 €		1 074,00 €	6 355,00 €	190 635,00 €	49 006,00 €				158 400,00 €
5AP20	8026	Campus Parthenay		4	1 767 294,62 €			3 300,00 €	31 909,00 €	759 750,00 €	742 714,54 €	229 621,08 €		701 924,00 €
Total AP 2020					2 204 364,62 €	0,00 €	66 074,00 €	54 655,00 €	277 544,00 €	833 756,00 €	742 714,54 €	229 621,08 €	0,00 €	860 324,00 €

DOB 2026 – AP/CP

code	opé	AUTORISATIONS DE PROGRAMME MILLESIME	Observations	Durée	Montant de l'AP	Crédits de Paiement								Subvention
						Avant 2020	2020	2021	2022	2023	2024	2025 Au 15/12	2026	
AP 2019 -														
1AP19	8019	Participation SDAN		5	527 139,00 €	175 713,00 €	175 713,00 €	175 713,00 €						
2AP19	8020	PLUI & PLH		5	819 251,04 €	184 810,00 €	102 078,00 €	84 182,00 €	148 285,00 €	97 695,00 €	78 818,00 €	98 383,04 €	25 000,00 €	
3AP19	8021	aide économique ADAPEI		5	255 000,00 €	50 000,00 €		100 000,00 €	50 000,00 €	55 000,00 €				
Total AP 2019					1 601 390,04 €	410 523,00 €	277 791,00 €	359 895,00 €	198 285,00 €	152 695,00 €	78 818,00 €	98 383,04 €	25 000,00 €	0,00 €
AP 2018 -														
2AP18	8016	Plan Climat territorial		7	8 249,00 €	5 139,00 €	0,00 €		3 110,00 €					
3AP18	8017	Travaux médiathèque Secondigny + mobilier + matériel informatique			360 062,00 €	220 966,00 €	121 733,00 €	17 363,00 €						
4AP18	8018	Aide économique Forges de Bologne			90 000,00 €		45 000,00 €	45 000,00 €						
Sous-Total AP 2018					458 311,00 €	226 105,00 €	166 733,00 €	62 363,00 €	3 110,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
AP 2017														
1AP17	8014	Travaux dans les écoles		7	2 225 328,13 €	1 306 705,00 €	214 646,00 €	163 669,00 €	360 575,00 €	88 035,00 €	91 698,13 €			556 596,00 €
Sous-Total AP 2017					2 225 328,13 €	1 306 705,00 €	214 646,00 €	163 669,00 €	360 575,00 €	88 035,00 €	91 698,13 €	0,00 €	0,00 €	556 596,00 €
AP 2016														
1AP16	8012	AD'AP + mise en sécurité	Clôturé au 31/12/2022	8	5 865,00 €	5 865,00 €	0,00 €							
2AP16	8013	Mise aux normes déchetterie			1 894 294,00 €	330 406,00 €	1 295 380,00 €	268 508,00 €						
Sous-Total AP 2016					1 900 159,00 €	336 271,00 €	1 295 380,00 €	268 508,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL					17 147 246,73 €	2 279 604,00 €	2 020 624,00 €	1 867 650,00 €	1 101 514,00 €	1 913 378,00 €	2 986 773,53 €	4 621 453,20 €	356 250,00 €	3 746 371,00 €

LES BUDGETS ANNEXES



DOB 2026 – Projection budget annexe Activités ECO

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	BA Activités ECO TVA (60)	BA Marché de Bellevue (6312)	BA MDEE (68)	BA Catiche (6331)	TOTAL Budget 2026	RECETTES	BA Activités ECO TVA	BA Marché de Bellevue	BA MDEE	BA Catiche	TOTAL Budget 2026
002 - Résultat de fonctionnement reporté (déficit)					0,00 €	002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent)					0,00 €
011 - Charges à caractère général	141 111,00 €	173 442,00 €	287 418,00 €	17 900,00 €	619 871,00 €	013 - Atténuations de charges	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	11 000,00 €	9 500,00 €	0,00 €	0,00 €	20 500,00 €
014 - Atténuations de produits	0	0	0	0	0,00 €	73 - Impôts et taxes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
023 - Virement à la section d'investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	731 - Fiscalité locale	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	144 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	144 500,00 €	74 - Dotations, subventions et participations	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
66 - Charges financières	750,00 €	0,00 €	0,00 €	4 800,00 €	5 550,00 €	75 - Autres produits de gestion courante	379 861,00 €	173 942,00 €	287 418,00 €	32 700,00 €	873 921,00 €
67 - Charges exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	76 - Produits financiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	500,00 €	77 - Produits spécifiques	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	125 000,00 €	73 000,00 €	0,00 €	30 000,00 €	228 000,00 €	78 - Reprise provision	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 000,00 €
						042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	20 000,00 €	63 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €	103 000,00 €
TOTAL OPERATION REELLES	286 861,00 €	173 442,00 €	287 418,00 €	22 700,00 €	770 421,00 €	TOTAL OPERATION REELLES	391 861,00 €	183 442,00 €	287 418,00 €	32 700,00 €	895 421,00 €
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	125 000,00 €	73 000,00 €	0,00 €	30 000,00 €	228 000,00 €	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	20 000,00 €	63 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €	103 000,00 €
TOTAL DEPENSES	411 861,00 €	246 442,00 €	287 418,00 €	52 700,00 €	998 421,00 €	TOTAL RECETTES	411 861,00 €	246 442,00 €	287 418,00 €	52 700,00 €	998 421,00 €
CAF BRUTE sans l'excédent	105 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €	125 000,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Remboursement de capital	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €	14 700,00 €	24 700,00 €	Projection Subvention d'équilibre HORS reprise des résultats	302 332,00 €	57 742,00 €	51 418,00 €	6 132,00 €	417 624,00 €
CAF NETTE	95 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €	-4 700,00 €	100 300,00 €						

Regroupement des budgets annexes hors zones

DOB 2026 – Projection budget annexe Activités ECO

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	BA Activités ECO TVA	BA Marché de Bellevue	BA MDEE	CA Catiche	TOTAL Budget 2026	RECETTES	BA Activités ECO TVA	BA Marché de Bellevue	BA MDEE	BA Catiche	TOTAL Budget 2026
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté					0,00 €
RESTE A REALISER					0,00 €	RESTE A REALISER					0,00 €
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	20 000,00 €	63 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €	103 000,00 €	021 - Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
041 - Opérations patrimoniales					0,00 €	024 - Produits de cessions	297 470,00 €	0,00 €		0,00 €	297 470,00 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €	14 700,00 €	24 700,00 €	040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	125 000,00 €	73 000,00 €	0,00 €	30 000,00 €	228 000,00 €
165 - Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 000,00 €	041 - Opérations patrimoniales	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
20 - Immobilisations incorporelles	150 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	150 000,00 €	10 - Dotations, fonds divers et réserves		0,00 €		0,00 €	0,00 €
204 - Subventions d'équipement versées	26 770,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	26 770,00 €	1068 - Affectation du résultat		0,00 €		0,00 €	0,00 €
21 - Immobilisations corporelles	201 200,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	201 200,00 €	13 - Subventions d'investissement		0,00 €		0,00 €	0,00 €
23 - Immobilisations en cours	14 500,00 €	243 000,00 €	70 000,00 €	10 000,00 €	337 500,00 €	16 - Emprunts et dettes assimilées		233 000,00 €	70 000,00 €	14 700,00 €	317 700,00 €
27 - Autres immobilisations financières					0,00 €	165 - Dépôts et cautionnements versés	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 000,00 €
						27 - Autres immobilisations financières					0,00 €
TOTAL OPERATION REELLES	403 470,00 €	243 000,00 €	70 000,00 €	24 700,00 €	741 170,00 €	TOTAL OPERATION REELLES	1 000,00 €	233 000,00 €	70 000,00 €	14 700,00 €	318 700,00 €
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	20 000,00 €	63 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €	103 000,00 €	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	422 470,00 €	73 000,00 €	0,00 €	30 000,00 €	525 470,00 €
TOTAL DEPENSES	423 470,00 €	306 000,00 €	70 000,00 €	44 700,00 €	844 170,00 €	TOTAL RECETTES	423 470,00 €	306 000,00 €	70 000,00 €	44 700,00 €	844 170,00 €

Regroupement des budgets annexes hors zones

DOB 2026 – Contexte Budgétaire CCPG

Les budgets zones & photovoltaïque	Section de fonctionnement - opérations réelles							
	Dépenses				Recettes			
	BP 2024	CA 2024	BP 2025	BP 2026	BP 2024	CA 2024	BP 2025	BP 2026
PATIS BOUILLON - Châtillon sur Thouet	1 001 €	0 €	5 000 €	5 000 €	115 075 €	0 €	119 074 €	119 074 €
ZAC LA BRESSANDIERE - Châtillon sur Thouet	53 046 €	33 193 €	69 500 €	69 500 €	1 574 729 €	446 030 €	1 678 345 €	1 678 345 €
ZAE LA BRESSANDIERE - Châtillon sur Thouet	2 402 €	690 €	440 €	440 €	330 485 €	315 555 €	13 658 €	13 658 €
ZAE La Peyratte	17 600 €	4 295 €	429 894 €	429 894 €	27 412 €	0 €	444 000 €	444 000 €
ZAE BELLEVUE - Secondigny	157 845 €	2 136 €	0 €	0 €	355 375 €	10 538 €	445 847 €	445 847 €
TOTAL	231 894 €	40 313 €	504 834 €	504 834 €	2 403 076 €	772 124 €	2 700 923 €	2 700 923 €
PHOTOVOLTAIQUE	3 557 €	393 €	2 332 €	2 332 €	8 101 €	2 154 €	7 000 €	7 000 €